



Adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. L'élargissement retardé ? M. SCOTTO. — Cinq années de relations interparlementaires. Parlement européen - Congrès des Etats-Unis (1972-1977), Th. JUNKER. — Le budget 1977. Bilan d'une procédure, perspective pour une nouvelle année, D. STRASSER. — Les conditions d'approvisionnement des organismes de télécommunications. Les perspectives d'une politique européenne concertée de concurrence, Ch. DILLEMANN.

REVUE DU

MARCHÉ COMMUN

N° 205 MARS 1977

30 ANS D'EUROPE

Par

Préface de Jacques RUEFF

Dans cet ouvrage, honoré d'une préface élogieuse du Chancelier de l'Institut de France, l'auteur a surtout voulu donner aux enseignants, aux journalistes, aux militants et aux personnalités que la question européenne concerne ou intéresse un aperçu des principales étapes de la construction européenne au cours de la période 1945-1975. Cet aperçu est complété par une **chronologie** très détaillée de ceux des événements qui ont un lien direct ou indirect avec l'unité de l'Europe. Cette façon de procéder facilite considérablement la consultation des informations objectives rassemblées dans cette synthèse. Par ailleurs sous le titre « **Des faits aux leçons** » M. Visine fait le bilan de la construction européenne et en tire les principaux enseignements quant aux **causes de l'échec de l'Union politique** et aux **perspectives de l'Union européenne**.

Prix : 29 F

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES
3, rue Soufflot - F 75005 PARIS

BIBLIOGRAPHIE DU DROIT DE LA MER

par Annick BERMES
et Jean-Pierre LEVY

138 pages. Format 13,5 × 20,5. Broché

Prix : 25 F

Un sujet d'actualité

Conférence Mondiale sur le Droit de la Mer, à Caracas, en juin 1974. Chercheurs et délégations de tous pays travaillent à l'élaboration de ce droit.

Un document unique, attendu

Depuis plusieurs années, de nombreux ouvrages, articles de revues spécialisées, thèses, ont traité de ce problème majeur.

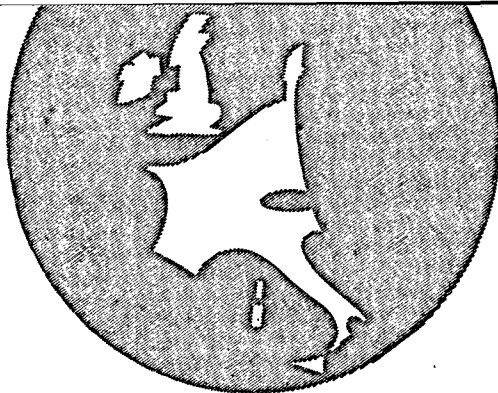
Une étude sélective

Plus de 550 auteurs.
Répartition des titres : 50 % anglais - 30 % français - 20 % autres langues.

Un document pratique

Index par auteur.
Classement par thèmes généraux, suivant l'ordre du jour de la Conférence Mondiale de Caracas, en juin 1974.

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES
3, rue Soufflot - 75005 PARIS



REVUE DU
**MARCHÉ
COMMUN**

Numéro 205
Mars 1977

sommaire

problèmes du jour

- 117 Adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne à la C.E.E. L'élargissement retardé ?, par Marcel SCOTTO.
- 120 Cinq années de relations interparlementaires. Parlement européen - Congrès des Etats-Unis (1972-1977), par Théo JUNKER.

problèmes juridiques et institutionnels

- 128 Le budget 1977. Bilan d'une procédure, perspective pour une nouvelle année, par Daniel STRASSER, Directeur des budgets de la Commission des Communautés européennes.

l'économique et le social dans le marché commun

- 138 Les conditions d'approvisionnement des organismes de télécommunications. Les perspectives d'une politique européenne concertée de concurrence, par Christian DILLEMANN.

actualités et documents

- 144 Communautés européennes.

© 1977 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent.

Voir en page II les conditions d'abonnement ♦



Comité de patronage

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSÉ, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Président de la Commission des Communautés Européennes ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

Comité de rédaction

Jean-Pierre BRUNET
Jean DENIAU
Jean DROMER
Pierre DROUIN
Mme Edmond EPSTEIN

Pierre ESTEVA
Renaud de la GENIERE
Bertrand HOMMEY
Jacques LASSIER
Michel LE GOC

Patrice LEROY-JAY
Jacques MAYOUX
Paul REUTER
R. de SAINT-LEGIER
Jacques TESSIER

Robert TOULEMON
Daniel VIGNES
Jacques VIGNES
Jean WAHL
Armand WALLON

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 033-23-42

Abonnement 1976

France 227 F

Etranger 245 F

Paiement par chèque bancaire, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

Régie exclusive des annonces pour la Suisse et le Liechtenstein :

L'Institut Publicitaire, « Les Garettes », 1295 Mies, près Genève. Tél. : (022) 55.34.11

Répertoire des annonceurs

Editions Techniques et Economiques : Trente ans d'Europe, p. II couv. ; Bibliographie du Droit de la Mer, p. II couv. ; Deux ans de crise pétrolière, p. IV couv. — Integración Latinoamericana, p. 158 et p. III couv.

ADHÉSION DE LA GRÈCE, DU PORTUGAL ET DE L'ESPAGNE A LA C.E.E.

L'ÉLARGISSEMENT RETARDÉ ?

par

Marcel SCOTTO

Le Portugal devait, à la fin du mois de mars, formuler sa demande d'adhésion au Marché commun. C'est ce qu'a confirmé M. Marios Soares à l'issue de sa tournée des capitales européennes et sa visite à la Commission européenne à la mi-mars. Des propos du Premier ministre portugais, il ressort que cette adhésion devrait devenir effective d'ici à un délai d'environ cinq ans.

Mais, il ne s'agit que de déclarations officielles. De fait, il semble peu probable que Lisbonne devienne membre à part entière de la CEE aussi vite. Après la Grèce, le Portugal maintenant et l'Espagne bientôt, les « Neuf » commencent à s'interroger sur un nouvel élargissement de la Communauté sans toucher à quoi que ce soit au fonctionnement des institutions européennes et sans demander aux pays candidats de faire la preuve avant leur adhésion d'être à même de respecter la réglementation communautaire.

Réalisme portugais ?

M. Soares a présenté aux instances communautaires un scénario classique d'adhésion, du type de celui qui a prévalu dans les cas irlandais, danois et britannique ; à savoir : demande d'adhésion en mars 1977 ; début des négociations au printemps 1978 qui pourraient durer deux à trois ans, voire plus (le Premier ministre portugais a tenu à indiquer que son pays avait une position souple à ce sujet) ; un délai d'un an nécessaire pour les ratifications parlementaires. Au total donc, selon les déclarations de M. Soares, l'entrée officielle du Portugal dans la CEE, avec pleine participation aux institutions, devrait intervenir en 1982 ou 1983. Comme les trois nouveaux membres de la Communauté, le Portugal bénéficierait d'une période de transition de cinq ans au cours de laquelle il lui serait consenti un certain nombre de dérogations par rapport aux règles communautaires. Cela étant, il ressort clairement des propos du Premier ministre portugais qu'il est très conscient des difficultés à surmonter du fait du retard économique de son pays. Le revenu par tête d'habitant du Portugal n'est-il pas de trois fois inférieur à la moyenne dans les « Neuf ». Peut-on en déduire pour autant que le Portugal est disposé à quelque peu rallonger la période précédant l'adhésion ? Rien ne permet, pour l'instant, de l'affirmer. M. Soares s'est montré très vague à ce sujet. Comment aurait-il pu faire autrement sans se voir adresser des reproches par son opinion publique qui comprendrait mal que le Portugal accepte ce qu'a refusé la Grèce.



Le Premier ministre portugais a cependant fait savoir que « parallèlement au déroulement des négociations soit défini et exécuté un programme intégré de développement et de coopération avec la Communauté comportant des orientations précises avec des échéances de réalisations ». Il a indiqué, par ailleurs, que le Portugal a déjà pris des mesures sérieuses de redressement économique qui ont commencé à porter leurs fruits : le tourisme reprend ainsi que la production agricole ; même la production industrielle connaît un mieux. Il a annoncé ensuite qu'un nouveau plan de redressement économique à moyen terme sera présenté par son gouvernement en mai prochain. Il a indiqué enfin, que Lisbonne allait créer une commission intergouvernementale chargée de la restructuration administrative. « Il s'agit, a-t-il précisé, de créer un appareil administratif capable de répondre aux besoins de la CEE ».

Changement de cap des " Neuf "

Cette approche portugaise, qui contient apparemment, il faut bien le reconnaître, beaucoup de sérieux, pourrait assez bien coïncider avec la nouvelle position qui commence à se dessiner au sein des « Neuf ». Lors du Conseil des ministres de la CEE du 8 février, ils ont souligné, même s'ils ont mis l'accent sur l'intérêt politique de l'adhésion du Portugal à la Communauté, la nécessité pour ce pays de résoudre, avant son entrée dans le Marché commun, les problèmes structurels qui s'y posent. Mais, c'est la France qui a jusqu'à présent défini le plus clairement sa position à ce sujet. En marge du Conseil des ministres du 8 mars, à Bruxelles, M. Louis de Guiringaud, le ministre français des Affaires étrangères, a déclaré que si rien ne s'opposait politiquement à l'adhésion du Portugal, encore faut-il qu'elle soit économiquement possible, sans risque de dommages majeurs ni pour les pays adhérents ni pour la cohésion de la Communauté. Paris ajoute qu'on ne peut ignorer l'écart considérable de développement existant entre la CEE et les pays candidats. Aussi, estime le Gouvernement français, la Commission européenne puis le Conseil des ministres devront-ils rechercher des solutions permettant, d'ici à l'adhésion, de rapprocher l'économie des pays candidats de celle des pays membres actuels de la CEE ; ceci pouvant impliquer l'octroi d'une aide substantielle de la CEE. Dans le même temps, ajoute Paris, les gouvernements membres devront repenser les institutions communautaires. Comment faire fonctionner, en effet, une mécanique conçue pour six pays relativement homogènes à 10,

11 ou 12. D'autant, il faut bien l'admettre, que la CEE a déjà du mal à avancer, sans à-coups et sans crises, à neuf.

Il ne s'agit là que d'une idée avancée par la France seulement, mais elle a toutes les chances, au fur et à mesure que les choses se préciseront, de faire son chemin. Les autres Etats membres seront tenus, nécessité oblige, de prendre en compte les réalités telles qu'elles se posent. Ne serait-ce qu'au niveau des langues. Comment les experts communautaires pourront-ils travailler si la CEE conserve comme langues officielles toutes les langues nationales : 6 actuellement et 9 en cas d'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne.

Au total donc, la France suggère qu'au bout du compte et c'est là certainement l'essentiel, que l'adhésion de ces pays devrait devenir effective, non pas à des dates fixées à l'avance, mais seulement lorsque certains critères objectifs, à définir par les instances communautaires, seraient atteints ; autrement dit, lorsqu'ils seraient parvenus à un niveau de développement suffisant pour être en mesure d'appliquer la réglementation communautaire. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : il ne suffit pas de prendre l'engagement de respecter le Traité de Rome, encore faut-il avoir les moyens d'en appliquer ses dispositions. Il faut noter qu'à propos de la réforme institutionnelle, M. Soares, certainement attentif aux préoccupations exprimées par Paris lors de sa visite dans la capitale française, reconnaît qu'il y a à ce sujet un problème réel qu'il faudrait résoudre avant tout nouvel élargissement de la CEE. Il faut également relever que si les « Neuf » prennent la décision de poser comme préalable à toute adhésion une modification du fonctionnement des travaux communautaires, leurs débats à ce propos retarderont d'autant l'entrée de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal.

Aussi, est-il très difficile, pour l'heure, de faire un pronostic sur la date d'entrée de l'un de ces pays dans le Marché commun.

Vers une globalisation des négociations d'élargissement

Si ce scénario était adopté par les « Neuf », cela revient à dire, dès l'instant où tous les pays candidats seront traités dans le même esprit et selon des méthodes identiques, que l'on s'acheminera vers une « globalisation » de fait des négociations d'adhésion.

Cette nouvelle approche constitue un infléchissement prononcé des Etats membres, singulièrement de la France qui a soutenu sans réserve la candidature grecque. Contre l'avis de la Commission qui s'était prononcée pour une « pré-adhésion » (période préparatoire de l'économie grecque avant l'adhésion), le Conseil des ministres de la CEE avait répondu favorablement à Athènes en acceptant une procédure identique à celle qui avait été retenue pour l'Irlande, le Danemark et le Royaume-Uni. Maintenant, on laisse entendre, sans le dire officiellement mais cela ne saurait tarder, que la Grèce, bien que les négociations soient déjà entamées (de fait, elles n'ont guère progressé jusqu'à présent), n'adhérera pas forcément plus tôt à la CEE que l'Espagne et le Portugal. Il faudra auparavant qu'elle remplisse, répétons-le, les conditions définies par les « Neuf ».

A la décharge des « Neuf », il faut bien reconnaître que lorsqu'ils ont dit oui à la Grèce, les candidatures portugaise et espagnole ne se posaient pas : Lisbonne était toujours à la recherche d'une stabilité politique et institutionnelle et Madrid vivait encore à l'heure franquiste.

Athènes accueillera, à coup sûr, cette nouvelle attitude des « Neuf » comme une douche froide. Le Gouvernement grec avance, en effet, que son pays a déjà fait pas mal de chemin en direction de l'Europe dans le cadre de l'accord d'Association de 1962, notamment en ce qui concerne l'union douanière : les 2/3 des importations grecques en provenance de la CEE entrant en franchise de douane et la Grèce a adapté son tarif douanier à celui de la

Communauté pour les produits concernés par ces achats. Il n'est pas sûr, loin de là, que les instances communautaires considèrent que cela soit suffisant dès l'instant où les obligations d'un pays associé ne sont pas de même nature que celles d'un Etat membre à part entière.

Cette « globalisation » de fait ne va pas non plus être du goût de Lisbonne et de Madrid. M. Soares l'a d'ailleurs dit en soulignant la spécificité de son pays par rapport à la Grèce et à l'Espagne. Madrid l'a souvent rappelé lors des négociations avec la CEE sur l'accord commercial préférentiel dans le cadre de la politique méditerranéenne des « Neuf » ; à plus forte raison donc lorsqu'il s'agira de l'adhésion.

A certains égards, l'Espagne est cependant à considérer comme un cas à part. Ni la Grèce, ni le Portugal n'ont le poids agricole, voire industriel dans certains secteurs (l'Espagne a considérablement développé, par exemple, ses exportations de produits sidérurgiques vers la CEE ces dernières années) de l'Espagne. Que deviendrait l'agriculture méditerranéenne de la CEE, si l'Espagne adhérerait sans une période de préparation sérieuse qui implique par ailleurs des réformes structurelles profondes dans les régions méridionales de la France et de l'Italie.

D'un autre côté, la vocation de la Communauté n'est-elle pas d'accueillir tout pays européen. Tout dépendra, en fait, pour l'avenir de l'Europe des conditions dans lesquelles s'effectuera ce nouvel élargissement.



CINQ ANNÉES DE RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES PARLEMENT EUROPÉEN - CONGRES DES ÉTATS-UNIS (1972-1977)

par

Théo JUNKER

*Fonctionnaire au Parlement européen,
Docteur en sociologie politique, M.A. de Harvard,
Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques
de Strasbourg*

Les dix premières rencontres. 1972 - 1976

1. Depuis 1972 un groupe de membres de la Chambre des Représentants des Etats-Unis et une délégation de membres du Parlement européen se rencontrent régulièrement deux fois par an.

Leur 10^e réunion a eu lieu en septembre 1976 à Washington D.C. (1). La prochaine rencontre doit se tenir à Londres en juillet 1977.

Les délégations se sont précédemment rencontrées à Luxembourg (janvier 1972), à Strasbourg (mai 1973), Florence (mars 1974), Munich (avril 1975), Dublin (avril 1976) et à Washington (en mai 1972, octobre 1973, septembre 1974 et octobre 1975) (2).

(1) La délégation du Parlement européen comprenait : MM. G. Spénale, président, P. B. Cousté (DEP, France) ; J. Scott-Hopkins (Cons. eur., R.U.) ; G. Bordu (Com., France) ; J. B. Broeks (Soc., Pays-Bas) ; E. Glinne (Soc., Belgique) ; R. Houdet (Lib., France) ; N. Hougardy (Lib., Belgique) ; H. E. Jahn (Dém. Chr., Rép. Féd. d'All.) ; Sir Peter Kirk (Cons. eur., R.U.) ; Th. Nolan (DEP, Irlande) ; L. C. Rosati (Dém. Chr., Italie) ; W. J. Schuijt (Dém. Chr., Pays-Bas) ; M. Stewart (Soc., R.U.).

Les membres suivants du Congrès des Etats-Unis ont participé à la rencontre :

U.S. House of Representatives

International Relations Committee : MM. E. G. Blester (R-Pa.), D. M. Fraser (D-Minn.), P. Findley (R-Ill.), B. S. Rosenthal (D-N.Y.), C. W. Whalen (R-Ohio), B. A. Gilman (R-N.Y.), S. J. Solarz (D-N.Y.), L. H. Fountain (D-N.C.), L. Ryan (D-Calif.).

Way and Means Committee : MM. Ph. Crane (R-Ill.), B. Archer (R-Tex.), J. E. Karth (D-Minn.), S. Gibbons (D-Fla.), J. G. Martin (R-N.C.).

Judiciary Committee : M. W. L. Hungate (D-M).

Banking, Currency and Housing Committee : MM. H. Reuss (D-Wisc.), P. E. Tsongas (D-Mass.), T. M. Rees (D-Calif.), J. W. Stanton (R-Ohio), Ms. M. Fenwick (R-N.J.).

Agriculture Committee : MM. R. Nolan (D-Minn.), F. J. Fithian (D-Ind.), J.-P. Johnson (R-Colo.).

U.S. Senate

Foreign Relations Committee : M. C. Pell (D-R.I.).

(2) Le U.S. Government Printing Office a publié des Comptes rendus de toutes ces rencontres pour le Comité ou International Relations dans une série de « Committee Prints » avec les références suivantes :

— *The European Community and the American Interest*, January 1972 (First Meeting).

— *A Growing Bond : The European Parliament and the Congress*, mai 1972 (Second Meeting).

— *New Dimensions in the Transatlantic Dialog*, mai 1973 (Third Meeting).

— *To Restore Harmony : New Efforts in Transatlantic Cooperation*, octobre, 1973 (Fourth Meeting).

— *Turbulent Era : The Year of Europe in Retrospect*, March 1974 (Fifth Meeting).

Pourquoi de telles rencontres interparlementaires ?

2. A quoi répond cette activité du Parlement européen ? D'abord à un besoin d'*information réciproque* et de *dialogue parlementaire permanent*. Dans le débat organisé au Parlement européen le 3 juillet 1972, sur les relations parlementaires entre la Communauté européenne et les Etats-Unis, M. Schuijt, qui avait présidé la première délégation invitée au Congrès déclarait, en présentant son rapport :

« Les représentants élus des peuples intéressés sont conscients de l'interdépendance de leurs pays... nous avons un rôle à jouer dans l'*aplanissement des différends et l'établissement d'une compréhension réciproque*. Les représentants populaires des différents pays sont souvent plus proches les uns des autres que leurs gouvernements respectifs. Dans le contexte actuel, la consolidation des relations parlementaires est une première nécessité, si l'on veut éviter que ne soient prises, accidentellement et sous la pression d'une opinion publique mal informée mais active, des mesures unilatérales peu souhaitables sur le plan politique, dangereuses sur le plan militaire et préjudiciables sur le plan économique. Pour toutes ces raisons tant économiques que psychologiques et politiques, il est bon que les relations actuelles entre le gouvernement américain et la Commission des Communautés européennes se complètent d'un *dialogue parlementaire* » (3).

M. Wolfram, intervenant au nom du groupe socialiste, déclarait de même :

« Nous estimons que les *contacts permanents entre les parlementaires sont nécessaires et utiles*. Nous ne nous laisserons pas aller à l'euphorie et croire que cela permettra d'éliminer tous les problèmes entre les Etats-Unis et la Communauté européenne ou de les résoudre rapidement. Il serait également erroné de donner l'impression qu'en raison de cet objectif commun, il n'existe plus de désaccord. Il s'agit là — il faut le reconnaître et

en tenir compte — souvent d'intérêts puissants. Les Américains défendent les leurs. *Nous sommes chargés de défendre les intérêts de nos peuples*. Sur de nombreux points nous ne cesserons de nous distinguer des Américains. Mais ce qui me semble particulièrement important est que l'on *cherche, par un dialogue permanent, des solutions communes*. C'est ainsi que nous envisageons notre mission future ». (4).

Les porte-parole du groupe libéral, du groupe des démocrates européens de progrès et du groupe communiste, se disaient tout aussi « convaincus de l'utilité d'un dialogue au niveau parlementaire et de rencontres régulières avec des représentants du Parlement américain » (5).

M. Ralf Dahrendorf, membre de la Commission chargé des relations extérieures, déclarait de son côté :

« La Commission voit dans cette mission une importante initiative du Parlement européen. Le Parlement européen a organisé ses relations avec toute une série de pays, notamment au sein d'organismes parlementaires constitués dans le cadre d'accords d'association. Par contre, il n'existe même pas, jusqu'à présent, d'ébauche d'*organisation de nos rapports, sur le plan parlementaire, avec les grands partenaires des Communautés européennes*, auxquels nous ne sommes naturellement pas liés par des accords d'association. La visite qu'une délégation du Parlement européen a rendue aux parlementaires américains constitue une importante initiative, que la Commission juge heureuse et pour laquelle je tiens à féliciter le Parlement »...

« ... Je tiens beaucoup à m'associer aux orateurs qui ont insisté sur la *nécessité de compléter, de renforcer et, en quelque sorte, de féconder (les) contacts (entre la Commission et l'administration américaine) en multipliant les contacts parlementaires et en les organisant systématiquement*. Il est parfaitement exact que ce n'est que moyennant un *dialogue entre les peuples* que les gouvernements seront amenés à considérer leur « *partnership* » comme l'expression de courants de pensée politique fondamentaux et non comme de simples relations diplomatiques. Seuls les parlements sont en mesure de faire en sorte qu'il en aille ainsi » (6).

Ces relations interparlementaires répondent ensuite à une fonction de *contrôle démocratique*. Pour le Parlement européen il est entendu qu'au niveau communautaire, comme au niveau national, il revient bien à l'Exécutif de diriger les relations

— The Multinationals : Their Function and Future, September 1974 (Sixth Meeting).

— The Multinationals : The View from Europe, April 1975 (Seventh Meeting).

— The Ascendancy of Economic Goals in the World Order, October 1975 (Eighth Meeting).

— Assessing the New Political Trends, April 1976 (Ninth Meeting).

— Renewed Concern for Democracy and Human Rights, September 1976 (Tenth Meeting).

(3) J.O.C.E., annexe n° 152, juillet 1972, p. 9.

(4) Ibid., p. 13.

(5) Ibid., p. 16.

(6) Ibid., p. 18 et p. 19.



extérieures. Cela étant, il doit être également admis qu'au niveau communautaire, tout comme au niveau national, le Parlement contrôle, soutient et censure l'Exécutif, et qu'il suive, appuie, ou critique les relations extérieures conduites par l'Exécutif.

Dans la Communauté, la Commission a des compétences d'initiative, de négociation et de gestion dans le domaine des relations extérieures, dans lequel le Conseil a le pouvoir de décision. La Commission est responsable devant le Parlement européen auquel elle rend compte de l'ensemble de ses activités, y compris les relations extérieures. Le Parlement européen pour sa part, doit veiller à ce que la politique extérieure décidée par le Conseil et mise en œuvre par la Commission exprime bien l'intérêt de la Communauté tout entière et de ses peuples, avant de refléter tel ou tel intérêt national. Dans ce domaine, comme ailleurs, vaut ce qu'a clairement souligné le Secrétaire général de la Commission, M. Emile Noël : « Le contrôle du Parlement (européen) assure l'indépendance de la Commission... » (7).

Dans cette fonction de contrôle, de soutien et éventuellement de critique, le Parlement européen actuel se situe dans la perspective dessinée par M. Tindemans dans le Rapport qui porte son nom : « Le Parlement européen élu doit influencer l'orientation générale des activités de l'Union européenne » (8). C'est encore dans ce sens qu'il faut comprendre les initiatives du Parlement européen présentées récemment par Sir Peter Kirk et tendant à améliorer la participation du Parlement à la négociation et à la conclusion d'accords de coopération, de commerce et d'association.

Finalement cette activité parlementaire correspond à une fonction de *légitimation* communautaire. Elle est en fait conforme au développement d'un nouveau parlementarisme en Europe occidentale, à l'idée que la Communauté doit être aussi démocratique que les Etats membres qui la composent, et à la perception que les peuples, à travers leurs représentants élus, doivent participer aux relations extérieures de la Communauté.

(7) « Comment fonctionnent les institutions de la Communauté européenne », Office des Publications officielles C.E., 1976, p. 22.

(8) Parlement européen, Doc. 481/75, p. 46.

La base des relations interparlementaires avec certains pays tiers

3. Certaines relations extérieures du Parlement européen sont prévues et établies par des accords conclus par la Communauté : Convention avec les pays partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, accords d'association avec la Grèce et la Turquie. La participation du Parlement européen dans le mécanisme institutionnel de ces accords fait partie intégrante d'une activité communautaire et d'une politique commune.

Tel n'est pas le cas pour les relations de la Communauté avec les « pays tiers » ou non-associés. Il n'y est prévu aucun rôle actif et direct pour le Parlement européen.

L'article 238 CEE prévoit seulement la consultation du Parlement européen sur les accords conclus par la Communauté avec un Etat tiers et le Conseil suit simplement la procédure dite Luns/Westerterp « d'information confidentielle et officieuse des commissions compétentes de l'assemblée » sur les accords de commerce et de coopération conclus avec des pays tiers (9).

Il a donc fallu jusqu'à présent la volonté du Parlement européen et l'initiative ou la capacité de réponse parlementaire pour que se nouent, s'établissent et se continuent des relations avec les parlements et les gouvernements de certains pays tiers. Les relations interparlementaires et les contacts avec les pays tiers et non-associés sont ainsi une création politique volontaire, mise en œuvre sur la base de *résolutions* adoptées en séance plénière par le Parlement européen.

C'est ainsi que les relations entre le Parlement européen et le Congrès des Etats-Unis se basent sur la résolution du 3 juillet 1972 (10) dans laquelle le Parlement européen :

(9) Il faut noter une évolution intéressante signalée par les derniers accords conclus par la Communauté Européenne avec les pays-tiers du Maghreb, du Machrak et Israël, qui stipulent tous que le Conseil de Coopération — organe mixte de direction de l'accord — « prend toutes mesures utiles afin de faciliter la coopération et les contacts nécessaires entre l'Assemblée parlementaire européenne et « le Parlement national ou les représentants du Parlement de (nom du pays en question) ».

(10) J.O. n° C 82/6.

Les relations entre le P.E. et le Parlement du Canada sont basées sur la résolution du 24 avril 1974 (J.O. n° C 55/35 du 13-5-74) : « Le Parlement européen... convaincu que ces contacts parlementaires (entre le Parlement

« 1. estime souhaitable que les contacts entretenus entre l'administration des Etats-Unis et la Commission des Communautés européennes soient complétés sur le plan politique par un dialogue au niveau parlementaire entre les membres du Congrès et les membres du Parlement européen ;

2. est décidé à poursuivre et à approfondir les relations parlementaires amorcées de commun accord avec le Congrès des Etats-Unis ;

3. charge son président de prendre, en liaison avec les autorités américaines compétentes, toutes mesures utiles en vue d'organiser et de rendre aussi efficaces que possible les futures rencontres de travail qui se tiendraient en principe deux fois par an, alternativement dans la Communauté européenne et aux Etats-Unis ».

Structures des relations

interparlementaires :

Les Délégations du Parlement européen pour les contacts avec les pays tiers

4. Ces dernières années, le Parlement européen a dû faire face à un nombre croissant de visites de délégations parlementaires en provenance de pays tiers et répondre à un certain nombre d'invitations à se rendre en mission dans des pays tiers (11).

européen et le Parlement canadien) contribuent au renforcement des liens politiques et économiques entre le Canada et la Communauté européenne.

1) Se prononce en faveur de la réunion, une fois par an, des délégations du Parlement européen et des deux Chambres du Parlement fédéral canadien pour discuter des questions d'intérêt commun ;

2) estime que ces réunions doivent avoir lieu à tour de rôle dans un pays de la Communauté et au Canada... » (voir aussi la résolution du 14 septembre 1976 (J.O. n° 238/15-16 du 11-10-76). Pour les relations avec la Knesset, v. la résolution du 18 décembre 1975 (J.O. n° C 7/35 du 12-1-76). Pour les relations avec le Parlement latino-américain, v. les résolutions du 15-11-74 (J.O. n° C 155/81-82 du 9-12-74) et du 12 février 1976 (J.O. n° C 53/40-42 du 8-3-76).

(11) Ces deux dernières années le P.E. a ainsi eu des contacts avec des délégations des pays tiers extra-européens suivants :

- Etats-Unis, Canada, Mexique, Antilles néerlandaises, Parlement latino-américain (8 à 10 pays membres) ;
- Israël, Inde, Australie, Nouvelle-Zélande ;
- Thaïlande, Malaysia, Singapour, Indonésie, Philippines (regroupés dans l'A.N.A.S.E.).

Pour y répondre il a créé des structures originales comportant, au niveau parlementaire, la constitution de délégations et au niveau du secrétariat, la création d'un secrétariat des délégations interparlementaires et des contacts avec les pays tiers au sein de la Direction générale des Commissions et des Délégations interparlementaires.

Pour rencontrer une délégation parlementaire d'un pays tiers, ou pour envoyer une mission parlementaire dans un pays tiers, l'organe directeur du Parlement européen — le Bureau (12) — institue des délégations interparlementaires. Il délègue ainsi ses fonctions de représentation à un groupe limité de parlementaires couvrant l'ensemble du spectre politique présent dans l'Assemblée et, dans la mesure du possible, les neuf nationalités qui y sont réunies.

Le nombre total de membres à désigner dans une délégation est fixé par le Bureau. Le nombre de sièges dans telle délégation revenant aux différents groupes politiques est fixé par accord entre ceux-ci et selon le système d'Hondt (13).

Les désignations des membres et des présidents de délégations sont faites sur proposition des groupes politiques.

Cette formule complexe, reflétant à la fois la réalité et la force des groupes politiques et, à un moindre degré, des pays membres, a été préférée à la formule d'une représentation du Parlement européen par des commissions, sous-commissions, ou délégations de commissions parlementaires.

En effet, la constitution de délégations dans le sens précité correspond à la nécessité impérieuse de faire participer — selon une clé de répartition politique convenue — à ces rencontres internationales, des représentants appartenant à plusieurs commissions parlementaires compétentes.

Or dans ces rencontres un certain nombre de domaines parlementaires fondamentaux doivent être régulièrement ou successivement couverts : il s'agit notamment des affaires politiques et ins-

On notera l'absence jusqu'ici de tout contact parlementaire avec le Japon, partenaire commercial le plus important après les Etats-Unis.

(12) Le Bureau se compose du président et des douze vice-présidents du Parlement. Il siège le plus souvent sous la forme de Bureau élargi, composé du Bureau et des présidents des groupes politiques.

(13) Au 11-3-77 les effectifs des 6 groupes politiques étaient les suivants :

- Socialistes : 63 ;
- Démocrates-chrétiens : 52 ;
- Libéraux-démocrates : 26 ;
- Conservateurs européens : 17 ;
- Dém. européens de progrès : 17 ;
- Communistes et apparentés : 17 ;
- non inscrits : 5.



titutionnelles, des relations économiques et commerciales, des questions monétaires, des questions agricoles, des questions d'énergie, de la politique de coopération au développement.

En pratique cela veut dire qu'une délégation bien composée comprend des parlementaires qui sont membres des différentes commissions dont les compétences englobent les domaines énoncés.

Organisation et nature des travaux interparlementaires euro-américains

5. L'organisation des réunions est confiée aux présidents des deux délégations assistés des deux secrétariats des délégations (14).

La ville de réunion est choisie en fonction des invitations présentées, et pour ce qui est de la Communauté européenne, en fonction d'un certain tour des Etats membres.

Dans la mise sur pied du programme d'une rencontre interparlementaire de trois à cinq jours, coopèrent évidemment les ambassadeurs ou diplomates respectifs (15), le gouvernement de l'Etat-hôte, ainsi que, le cas échéant, les autorités parlementaires nationales. En effet, aussi bien à Washington que dans les capitales des Etats membres de la Communauté, la délégation en visite souhaite rencontrer des membres du gouvernement et, le cas échéant, le Chef d'Etat ou de gouvernement.

Les réunions tenues aux Etats-Unis diffèrent encore à ce sujet de celles qui se tiennent en Europe. A Washington, la délégation du Parlement européen rencontre régulièrement les principaux responsables du gouvernement américain chargés des affaires européennes, aussi bien au Départe-

(14) La délégation du Parlement européen fut présidée par :

- M. Giovanni Bersani (1972),
- M. Willem Schuijt (1972),
- Sir Peter Kirk (1973),
- M. Pierre-Bernard Cousté (1973-1976),
- M. Georges Spénale (1976).

(15) A Washington, la délégation de la Commission des C.E., actuellement dirigée par M. Fernand Spaak, collabore avec les services du Congrès dans l'établissement du programme (2100 M Street NW (suite 707) Washington DC 20037).

Notons que le Bureau de New-York est devenu « Délégation de la Commission des Communautés européennes auprès des Nations-Unies à New-York », dirigée par M. Paolo Cecchini (1 Dag Hammarskjöld Plaza, 245 East 47th Street, New York NY 10017).

ment d'Etat, que dans les ministères de l'économie et des finances, du commerce et de l'agriculture. Lors de ses venues en Europe, la délégation américaine rencontre régulièrement des membres et représentants de la Commission à Bruxelles, mais pas toujours des membres du gouvernement de l'Etat-hôte.

Deux visites après les réunions de Washington, l'une en Californie et l'autre à Springfield, capitale de l'Illinois, ont permis en 1974 et en 1976, aux parlementaires européens d'entrer en contact avec la vie politique régionale et locale à quelque 1 000 et 4 000 km de Washington.

Dès la deuxième réunion les deux délégations ont décidé de donner à leurs rencontres un caractère à la fois dépourvu de cérémonie (« informel ») et plus studieux que celui que l'on associait habituellement à des visites parlementaires.

C'est ainsi qu'il a été convenu qu'en vue de leurs entretiens les délégations préparent, chacune de son côté, les points inscrits à l'ordre du jour de la prochaine réunion et fassent connaître, avant la rencontre leurs points de vues, quelquefois multiples, sur les thèmes abordés. Les documents de travail rédigés à cet effet (16) sont préalablement échangés et traduits dans les six langues concurremment utilisées au cours de ces rencontres euro-américaines (17).

La délégation européenne avait quelquefois fait l'effort de présenter un document reflétant l'opinion générale du Parlement européen sur tel ou tel sujet, lorsqu'une résolution de celui-ci n'en avait pas déjà traité. Cependant, les membres des délégations souhaitent de plus en plus exprimer leur point de vue à titre personnel. Il est évident que les prises de position personnelles offrent l'avantage d'aller plus loin qu'une déclaration harmonisée et d'alimenter ainsi le débat.

Cette dernière formule a d'ailleurs été suivie dès le départ par les membres du Congrès américain, qui présentent généralement une prise de position « démocrate » et une prise de position « républicaine » sur le même sujet.

La série ininterrompue de rencontres semestrielles, depuis plus de 5 ans, a créé un ensemble d'habitudes de travail en commun, une continuité certaine des travaux entrepris, mais aussi des liens de confiance, voire d'amitié, possibles grâce aux contacts personnels répétés.

Les travaux de ces conférences revêtent ainsi un caractère original qui s'exprime, aussi bien dans la liberté des parlementaires de discuter tout point

(16) De six à douze « papiers » par rencontre.

(17) Ce sont les langues officielles de la Communauté : allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais.

d'intérêt commun, que dans le niveau de l'échange de vues qui est préparé, documenté et capable d'être, à chaque fois, entamé sans autre forme de cérémonie.

Cette pratique du travail en commun a permis de créer, en 1974, un groupe de travail commun pour l'élaboration d'un projet de code de bonne conduite pour les sociétés multinationales et les gouvernements et, en 1976/77, un groupe de travail commun sur les droits de l'homme et la démocratie représentative (18).

A l'occasion de leurs réunions, les délégations ont introduit certaines innovations parlementaires au niveau international, en organisant, par exemple, des auditions (« hearings ») dans le style du Congrès américain, et en commençant leurs travaux par une « heure de questions » au cours de laquelle deux à trois questions de chaque délégation, préalablement échangées, reçoivent une réponse de la part des membres de l'autre délégation.

Les domaines et les sujets traités au cours des rencontres entre la délégation du Parlement européen et les membres du Congrès des Etats-Unis peuvent être classés en deux catégories : questions politiques et questions économiques.

Au nombre des questions économiques, les parlementaires ont examiné les échanges C.E.-Etats-Unis, les problèmes monétaires internationaux et les réformes qu'ils exigent, les accords internationaux de matières premières, les politiques de l'énergie des Etats-Unis et de la Communauté, la coopération au développement et la politique d'association dans le cadre de la Convention de Lomé, les échanges commerciaux internationaux et notamment de produits agricoles, la constitution de stocks internationaux de réserves alimentaires, les aspects économiques du dialogue euro-arabe, le dialogue Nord/Sud.

Au chapitre des questions politiques, les échanges de vues ont porté sur les thèmes suivants : les relations Communauté/Etats-Unis, l'évolution de la situation politique en Grèce (avant le rétablissement de la démocratie), au Portugal, en Espagne, à Chypre, en Turquie, au Proche-Orient ; les relations Est-Ouest ; la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe ; les négociations multinationales pour la réduction des armements ; la coopération politique entre les Neuf ; la coopération atlantique en matière de défense et de sécurité ; la fin de la guerre au Vietnam ; l'évolution politique en Asie du Sud-Est et celle de l'Afrique australe, les ventes américaines de blé à l'Union soviétique, les développements institutionnels au sein de la

Communauté, le rôle des partis et le rôle du Congrès dans l'élaboration et l'application de la politique étrangère américaine.

A l'occasion de la 10^e Rencontre, qui coïncidait avec la célébration des Etats-Unis du bicentenaire de l'indépendance, les parlementaires ont discuté des possibilités pour les Etats-Unis et la Communauté européenne de promouvoir le développement démocratique et le respect des droits de l'homme au moyen de leurs relations politiques et économiques avec d'autres pays.

Evaluation

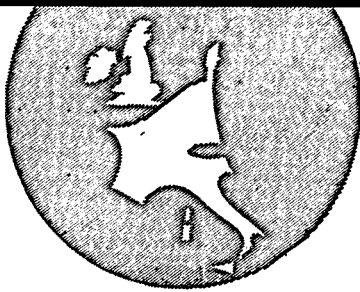
6. Il est inutile de rappeler ici le poids considérable du Congrès dans l'élaboration de la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis, ou son influence déterminante dans la législation tarifaire et commerciale.

A l'époque où MM. Nixon et Kissinger concentraient entre leurs mains l'essentiel de la politique étrangère des Etats-Unis, le travail, en partenaires, de parlementaires européens avec des parlementaires américains prenait un sens particulier de « garde-fou » parlementaire et de contact direct en dehors des canaux officiels établis et fonctionnant trop souvent à sens unique. Le Congrès, depuis, a reconquis du terrain et la valeur de son rôle consultatif et législatif sous l'administration de M. Carter semble difficile à mettre en question. Le dialogue interparlementaire peut ainsi recevoir une signification nouvelle dans la mesure où l'interlocuteur américain est à la fois mieux installé dans ses droits et plus lié au pouvoir exécutif. Avant, comme après, le Parlement européen, sans aller à se comparer avec une institution, dont on sait l'importance depuis 200 ans, tient à cultiver son lien direct avec celle-ci dans un esprit aussi égalitaire que possible.

Nul n'ignore cependant que le Congrès n'est pas un partenaire facile. Il est aujourd'hui, comme hier, dominé par ce que M. Stanley Hoffmann (19) appelait « la logique des pressions économiques ou ethniques internes, ou des passions du moment ». C'est ainsi qu'au fil des années, membres du Congrès et membres du Parlement européen ont été amenés à opposer des vues divergentes ou, sur le moment, inconciliables, sur des sujets aussi fondamentaux que le « partage du fardeau » des dépenses militaires, la liaison établie entre la défense et les échanges commerciaux, la politique agricole communautaire, « l'année de l'Europe » de M. Kissinger et sa « nouvelle charte de l'Atlantique »

(18) Voir à ce sujet l'article de M. Donald Fraser : « Diplomatie et Droits de l'homme », *Le Monde Diplomatique*, mars 1977.

(19) *Le Monde*, Tribune internationale : « En quête d'une politique mondiale », 19-5-1976.



(1973), la Guerre de Kippour et ses suites (20), les relations à entretenir avec la Grèce des Colonels, le Portugal de la Révolution du 25 avril 1974, la Turquie dans le différend turco-grec à Chypre en 1975, l'Espagne à la fin du franquisme, l'eurocommunisme et l'éventualité d'une participation des communistes à des coalitions gouvernementales en Europe occidentale, les résultats de la Conférence de Helsinki.

Il est intéressant de noter qu'à l'occasion de ces débats les délégués européens exprimaient, sinon toute l'identité « européenne », du moins une remarquable identité de vues, à quelques exceptions près. Les interlocuteurs américains ont noté avec intérêt la capacité de la Communauté européenne, au niveau parlementaire, de s'exprimer d'une « seule voix » et ainsi, de se faire entendre.

Quel a été jusqu'ici l'impact de ces rencontres ? Il n'est pas facile d'apporter une réponse simple. Écoutons tout d'abord le point de vue du partenaire américain :

« When in January 1972 an American delegation arrived in Luxembourg, seat of the European Parliament, for the first meeting, neither American nor European participants could foretell the course of their relations. The European Parliament, at that time, represented the aspiration of the Community for political unity but with few of the attributes of a real European parliament. The Congressmen, while more confident of their roles within the American Government, were uncertain about the need for ties with the new European institution or the proper form for those ties.

From the hesitation and uncertainty of that first meeting, our mutual interests in closer ties have been both broadened by events of the past 5 years which have spurred both legislatures and made more specific through the diverse topics our delegations have studied together. The movement toward political unity in Europe has naturally enhanced the role of the Parliament, whose direct elections in 1978 are now the principal focus of the Community's political development. The 1972-76 period in the United States has seen an emphasis on congressional actions in both foreign and domestic affairs.

As the respective roles of the Parliament and the Congress grew in these 5 years, our need for organized discussions grew also. From the casual encounters in Luxembourg, we have progressed through 10 meetings to consider in detail the entire

range of economic and political matters which constitute American-European relations (21) ».

A partir de cette appréciation, il est possible de prendre certaines « mesures » objectives : quand à la place de ces contacts dans les relations entretenues par le Congrès, quant au niveau des rencontres de travail, quant à la volonté mutuelle de cultiver ce lien interparlementaire, quant aux activités conjointement entreprises.

Tout d'abord ces contacts ont donné au Parlement européen une place propre parmi les assemblées parlementaires internationales intéressant les Américains. Le Parlement européen était en 1972 encore peu connu à l'extérieur et pour les Américains certainement moins que l'Assemblée de l'Atlantique Nord, ou l'Assemblée parlementaire de l'Europe occidentale. De même il n'était pas inhabituel de le voir confondu avec l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, ne serait-ce que par son appellation de « Parlement de Strasbourg », ville où se trouve installé le Conseil de l'Europe, mais où se tiennent effectivement la majorité des sessions du Parlement européen. Depuis cinq ans donc le Parlement européen est ainsi traditionnellement présent, en automne, à Washington, pour y rencontrer les responsables gouvernementaux et parlementaires américains.

Il convient ensuite de souligner le niveau des interlocuteurs américains. Au plan gouvernemental la délégation du Parlement européen a rencontré M. Gerald Ford, lorsqu'il était d'abord Vice-président, puis Président des États-Unis, M. Henry Kissinger (22), M. Helmut Sonnenfeldt, M. Arthur A. Hartman (State Department), M. Earl L. Butz (Agriculture), M. William Simon (Treasury), M. Peter Peterson (Commerce), M. Frederik Dent (Commerce, puis représentant spécial pour les négociations commerciales), M. Elliot Richardson (Commerce), MM. William Eberle, Herbert Stein, K. Rush, Mme Marina W.N. Whitman, de nombreux under-secretaries et assistant-secretaries. Du milieu parlementaire, les Européens ont rencontré socialement le sénateur Hubert H. Humphrey, ancien Vice-président, le sénateur William J. Fulbright, alors président de la commission des affaires étrangères du Sénat. Ils ont travaillé avec des membres du Congrès entre-temps devenus présidents de commissions de la Chambre des Représentants, tels que Henry S. Reuss (Commission des finances), Al Ullman (Agriculture, puis « Ways and Means »), Thomas S. Foley (Agriculture), C.J. Zablocki (Relations

(20) La délégation du P.E. a eu à ce sujet un entretien bref et vif avec M. H. Kissinger le 29-10-73 (v. « Washington Post, 31-10-73, l'article de Ms Dorothy McCordle : « Thorns among the Roses »).

(21) Préface au rapport sur la dixième rencontre (op. cit.) par MM. Benjamin Rosenthal et Donald Fraser, co-présidents de la délégation du Congrès américain depuis 1972.

(22) En 1973, 1974, 1975.

internationales) ; avec des présidents de sous-commissions connus, tels que Lester L. Wolff, Don Fraser, Benjamin Rosenthal, des Congressmen républicains, tels que P. Frelinghuysen, P. Findley et B. Conable, l'ancien parlementaire devenu maire de New York : Hugh Carey ; des représentants devenus sénateurs : Donald Riegle (D-Mich.), John Melcher (D-Mont.), Paul Sarbanes (D-Maryland). Malgré le renouvellement relativement rapide de la Chambre des Représentants, une trentaine de ses membres actuels ont personnellement pris une part active aux réunions.

Restent évidemment certaines questions non résolues. Celle de l'assiduité des parlementaires américains lors des réunions à Washington, quand le Congrès se trouve en session et que les votes législatifs prennent le pas sur la rencontre interparlementaire ; la participation du Sénat, sinon en tant que tel, du moins par quelques sénateurs (23), les contacts et travaux parlementaires en dehors de la capitale américaine à l'instar de la diversification géographique des rencontres en Europe.

Plusieurs éléments témoignent de la volonté mutuelle de cultiver la relation entre les deux parlements, au-delà des communiqués conjoints initiaux et des déclarations faites au cours des traditionnelles conférences de presse. Il y a tout d'abord la constance d'un certain nombre de participations de part et d'autre. Il y a aussi la régularité et la fréquence des rencontres. Celle-ci doivent être appréciées à partir du fait que le mandat des membres de la Chambre des Représentants ne dure que deux ans, ce qui permet d'organiser quatre réunions semestrielles par législature, alternativement centrées sur les affaires américaines et sur les affaires européennes (24). Il y a encore la suite donnée aux travaux interparlementaires selon les procédés habituels aux deux parlements et avant tout, la volonté d'organiser entre les réunions un certain nombre de travaux en commun, tels que le projet de code de bonne conduite pour les gouvernements et les sociétés multinationales et les activités entreprises dans le domaine des droits de l'homme. Ces deux actions communes, quoique limitées, apportent la démonstration d'une nécessité ressentie, ici et là, de chercher ensemble des réponses et des débuts de solutions à des problèmes communs et à des défis universels.

(23) En septembre 1976, pour la première fois, un membre du Sénat, M. Clairborne Pell (D-R.I.), a participé aux travaux.

(24) Cette périodicité fait pendant au rythme des consultations semestrielles entre la Commission des C.E. et l'Administration américaine.

Il convient encore de noter que c'est à partir de ces entretiens parlementaires qu'est née l'initiative du Parlement européen tendant à mettre en œuvre un programme communautaire d'invitation à des visites en Europe au bénéfice de jeunes leaders politiques et de « multiplicateurs » américains (25).

*!

Les rencontres parlementaires euro-américaines permettent, nous l'avons vu, aux représentants des peuples de la Communauté et des Etats-Unis, de porter à la connaissance directe des responsables politiques du partenaire, les préoccupations et les façons de voir de leurs électeurs.

Ces relations se sont établies comme un instrument utile et éprouvé de contrôle et d'accompagnement parlementaire des politiques extérieures des Etats-Unis d'une part, et de la Communauté d'autre part, notamment en ce qui concerne leurs rapports mutuels. Le Parlement européen, quant à lui, y remplit plusieurs fonctions parlementaires essentielles : de légitimation démocratique d'une politique extérieure communautaire, de soutien ou de critique de l'exécutif communautaire, d'information et d'expression de l'opinion publique et de dialogue avec d'autres représentants élus.

Les deux partenaires considèrent leurs réunions comme un « lieu » politique privilégié pour l'information réciproque et le débat de questions d'actualité entre deux ensembles de première grandeur, et comme un laboratoire d'idées pour des projets politiques quelquefois communs ou concomitants.

En résumé, le Parlement européen a ainsi organisé, au cours de ces cinq dernières années, un rapport parlementaire adéquat avec un pays tiers, qui est le partenaire politique, militaire et commercial le plus puissant de la Communauté. Il s'y est montré apte à défendre, en toute liberté, des positions européennes et des intérêts communautaires, expressions politiques et économiques de l'identité des peuples réunis dans la Communauté européenne.

(25) A la suite de la première visite d'une délégation du P.E. à Washington, en mai 1972, le P.E., sur proposition du sénateur néerlandais W. J. Schuijt, a décidé la mise en œuvre, en collaboration avec la Commission, de ce Programme appelé « European Community's Visitors Programme » (ECVP) ou « Programme Schuijt ». Depuis deux ans que fonctionne ce Programme, une quarantaine d'Américains ont effectué une visite organisée de plusieurs semaines dans la Communauté pour se rendre compte directement du fonctionnement des institutions communautaires et de certains aspects de la vie politique, économique et sociale européenne.

Secrétariat du Programme : 25, rue Archimède, Bruxelles 1040, tél. 7350040 (ext. 5472).

LE BUDGET 1977. BILAN D'UNE PROCÉDURE, PERSPECTIVE POUR UNE NOUVELLE ANNÉE

par

Daniel STRASSER

*Directeur des budgets de la Commission
des Communautés européennes*

Le budget pour l'exercice 1977 a été arrêté le 16 décembre 1976. Pour la troisième fois, la nouvelle procédure budgétaire, instituée par le traité de Luxembourg du 22 avril 1970, a été appliquée (1), (2), mais avec des perfectionnements qui méritent d'être signalés. Par contre, le budget voté n'est guère marquant et ne comporte que peu d'actions nouvelles. Son établissement a pourtant été l'occasion d'un nouvel approfondissement du droit budgétaire communautaire.

Ces trois thèmes serviront de guide aux développements de cet article.

Déroulement de l'établissement du budget

Nous donnons un autre titre que l'année dernière à ce développement (2), car les problèmes budgétaires pour l'exercice 1977 ont été examinés avant même que ne commence la « procédure budgétaire » proprement dite. En effet, le Conseil européen, réuni à Rome les 1^{er} et 2 décembre 1975, était convenu que se tiendrait une réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et des ministres des Finances dans le courant du mois d'avril 1976, afin de « procéder à une appréciation globale des problèmes budgétaires de la Communauté ». Dans l'esprit des chefs de Gouvernement, le débat devait porter sur la politique générale de la Communauté, assurer une plus grande cohésion entre les décisions sur les politiques à mener et les décisions budgétaires et permettre progressivement une prévision pluri-annuelle des dépenses conduisant à une meilleure répartition des ressources communautaires.

Le Conseil conjoint des ministres des Affaires étrangères et des ministres des Finances

Sur la base d'une communication établie par la Commission en date du 10 mars 1976, la réunion du Conseil conjoint a eu lieu le 5 avril 1976 à Luxembourg. Elle a permis un échange de vues pour la première fois, entre les ministres des Affaires étrangères, les ministres des Finances (et non les Secrétaires d'Etat au budget, comme dans les Conseils

(1) Voir du même auteur « La nouvelle procédure budgétaire des Communautés européennes et son application à l'établissement du budget pour l'exercice 1975 » dans La revue du Marché commun (février 1975).

(2) Voir du même auteur « Le budget pour 1976, bilan d'une procédure, perspectives pour une nouvelle année » dans La revue du Marché commun (janvier 1976).

« budget ») et le Président de la Commission et le Commissaire au budget (3) sur les grands problèmes budgétaires du moment. Certaines positions ont pu être dégagées, mais il a bien été marqué que cet examen revêtait un caractère d'orientation générale, ne préjugant pas l'application des articles 203/CEE, 177/CEE et 78/CECA, qui fixent la procédure et définissent les compétences respectives des institutions communautaires pour l'établissement et l'arrêt du budget. Le Parlement, qui n'était pas associé à ces travaux, a fait tenir le lendemain une réunion de sa commission des budgets afin d'entendre un exposé du Président du Conseil et du Commissaire au budget, montrant bien qu'il portait le même intérêt que le Conseil et la Commission aux grandes orientations budgétaires de la Communauté.

Par la suite, la procédure budgétaire s'est déroulée ainsi que le prévoient les traités.

Perfectionnement de la concertation

Depuis plusieurs années, il est devenu de tradition que le Conseil, avant de prendre ses décisions budgétaires en première lecture et en deuxième lecture, reçoive une délégation du Parlement dirigée le plus souvent par le Président de celui-ci (4). De même, il est devenu constant que le Président du Conseil participe aux travaux des sessions du Parlement qui traitent du budget et à au moins une des réunions de la commission des budgets, laquelle est chargée de préparer à titre principal les travaux du Parlement.

Cette année, il en a été de même, mais en outre une troisième et ultime réunion de concertation a eu lieu entre les Secrétaires d'Etat chargés du budget dans les neuf Gouvernements (5) et la délégation du Parlement, après le débat général de

seconde lecture de celui-ci, mais avant sa séance de votes. La réunion a eu lieu le 14 décembre 1976 à Luxembourg, dans le bâtiment du Parlement. Elle a permis un nouvel échange de vues, approfondi au demeurant, entre les deux détenteurs de l'autorité budgétaire, afin de rapprocher les positions prises par le Conseil et celle préconisée par la commission des budgets du Parlement. En agissant ainsi, le Conseil a voulu éviter de se trouver devant un fait accompli et de n'avoir plus ensuite qu'à entériner les décisions du Parlement, comme ce fut le cas en 1975 (6).

Exercice de ses pouvoirs budgétaires par le Parlement

En 1975, le Conseil avait reconnu que le Parlement disposerait, en tout état de cause, d'une marge d'augmentation des dépenses non-obligatoires (7) équivalente à environ la moitié du taux maximum constaté par la Commission (8). Ainsi, se trouvait définie une « marge de manœuvre » calculée en MUC (9) que le Parlement pouvait utiliser librement pour fixer le montant des dépenses non-obligatoires. En 1976, en raison de la difficulté créée par une certaine généralisation des crédits dissociés (voir 3^e chapitre du présent article), le Conseil a renoncé à utiliser cette terminologie et n'y a pas même fait allusion dans son exposé des motifs au projet de budget. Par contre, au cours de la première réunion de concertation, il a indiqué au Parlement qu'il ne changeait en rien l'attitude qu'il avait adoptée l'année précédente, et qu'il lui reconnaissait

(3) Le « Commissaire au budget » est le Membre de la Commission des Communautés européennes responsable du budget. Sa position vis-à-vis de ses collègues ordonnateurs de dépenses est éminente, aussi bien lors de l'établissement du budget que durant son exécution. Le Conseil européen des 1^{er} et 2 décembre 1975 avait pris acte « avec satisfaction » des indications qui lui avaient été fournies sur le renforcement intervenu des attributions du Commissaire au budget. De 1973 à 1976, M. Cheysson occupa ce poste.

(4) Le 6 juillet 1976, le Parlement a consacré une partie de sa session ordinaire à procéder à un échange de vues sur l'avant-projet de budget, afin de préparer la première réunion de concertation avec le Conseil, prévue le 22 juillet. Il s'agit également d'une nouveauté sur le plan de la procédure.

(5) Il ne s'est pas agi d'une réunion du Conseil « budget », mais d'une réunion des membres de celui-ci, ce qui est plus qu'une nuance.

(6) Voir foot-note (2), pages 12 et 13.

(7) Rappelons ici rapidement que les textes (articles 203 § 4/CEE et autres) distinguent les dépenses qui découlent obligatoirement des traités et des actes arrêtés en vertu de ceux-ci (appelées « dépenses obligatoires » : D.O.), lesquelles sont décidées en dernier ressort par le Conseil, des dépenses qui n'ont pas ce fondement (appelées « dépenses non-obligatoires » : D.N.O.), lesquelles sont arrêtées en dernier ressort par le Parlement (voir également de l'auteur « Les finances de l'Europe » aux Presses universitaires de France et foot-note (1), page 83).

(8) Rappelons également que l'article 203 § 8/CEE et autres prévoient que chaque année la Commission « constate » le « taux maximum d'augmentation » dont peuvent bénéficier les D.N.O. Ce taux résulte de trois indicateurs : l'évolution du produit national brut (P.N.B.) en volume dans la Communauté ; la variation moyenne des budgets des Etats membres, et l'évolution du coût de la vie au cours du dernier exercice.

Pour le budget 1975, ce taux fut de 14,6 %, pour celui de 1976 de 15,3 % et pour celui de 1977 de 17,3 %.

(9) MUC = un million d'unités de compte, une unité de compte valant 5,5 francs français.



une marge de manœuvre (10). Quant à lui, le Parlement a agi de même et a arrêté en première lecture des amendements pour 218 MUC et des propositions de modifications pour 327 MUC sans faire référence à une quelconque marge de manœuvre (le tableau produit plus loin ne fait pas de distinction entre D.O. et D.N.O. et ne permet donc pas de retrouver ces chiffres). Il est vrai que le rapporteur du budget, Lord Bruce of Donington, n'avait pas caché que d'après lui le Parlement pourrait augmenter les D.N.O. de 245 MUC, c'est-à-dire jusqu'à épuisement du taux d'augmentation des D.N.O.

En prenant ses décisions en deuxième lecture, le 23 novembre 1976, le Conseil a pourtant dû préciser que le montant des augmentations des D.N.O. pourrait être de 120 MUC, sans préjuger celles qui pourraient intervenir en raison de l'ouverture de crédits dissociés supplémentaires, soit en fait 8 MUC (11).

Le Parlement, par sa commission des budgets, se trouvait saisi le 14 décembre 1976 de propositions d'amendements pour un montant de 186 MUC. A la suite de la 3^e réunion de concertation d'une délégation du Parlement avec le Conseil, la commission des budgets, le 15 décembre, a diminué de 46 MUC le montant de ses propositions d'amendements, les ramenant à 141 MUC. Le Parlement, en session plénière le 16 décembre, a entériné les votes de sa Commission des budgets, sauf sur deux points (12) et a augmenté le projet de budget de 140 MUC.

(10) La « marge de manœuvre » du Parlement était considérée par le Conseil comme représentant la moitié du taux maximum d'augmentation des D.N.O. (8,65 %), le Fonds régional exclu des D.N.O. (suivant la thèse du Conseil), soit 102 MUC, ou le Fonds régional inclus dans les D.N.O. (suivant la thèse de la Commission et du Parlement) soit 128 MUC, aucune distinction n'étant faite entre crédits d'engagement, crédits de paiement et crédits non dissociés.

De fait, suivant une « approche formelle », sont à prendre en considération pour ces calculs, les crédits non dissociés et les crédits de paiement, s'il y a dissociation. Comme cette dissociation avait été décidée pour plusieurs secteurs importants, il en résultait une diminution des crédits de paiement par rapport à l'exercice précédent, alors que les facultés de s'engager de la Communauté (crédits d'engagement) étaient plus grandes. En première lecture, le Conseil a donc arrêté un projet de budget dont les D.N.O. étaient inférieures à celles de 1976 ; c'est ce qui explique le chiffre de 245 MUC cité par le rapporteur du budget.

(11) L'exposé du Conseil montrait qu'il considérait que la somme de 120 MUC recouvrait aussi bien des crédits d'engagement (et leurs crédits de paiement) que des crédits non dissociés.

(12) Prêts à la construction pour les fonctionnaires européens (1 MUC non voté) et action dans le domaine de la chaussure.

En définitive, le Parlement, le 16 décembre 1976, en arrêtant en dernier ressort les dépenses non-obligatoires, s'en est tenu à une masse de crédits qu'il avait fixée de concert avec le Conseil et grâce à laquelle il a pu autoriser des actions nouvelles en les dotant de crédits. Par conséquent, comme l'année précédente, l'article 203/C.E.E. a été appliqué dans son esprit beaucoup plus que dans sa lettre, mais sans qu'il y ait d'affrontement entre les deux détenteurs de l'autorité budgétaire, pas plus que de véritable accord entre eux.

Alors que l'année dernière, le Président du Parlement européen avait constaté l'accord des deux détenteurs du pouvoir budgétaire concernant le nouveau taux d'augmentation des D.N.O., cette année il n'a pas fait allusion à un tel accord, marquant donc bien que le Conseil ait entériné les décisions budgétaires du Parlement, bien que pour lui il n'y a pas eu nouveau taux. Par contre, le Conseil, en ayant précisément tenu à donner son accord à l'augmentation des 140 MUC des D.N.O., a implicitement considéré qu'il y avait nouveau taux (13).

Nouveau calendrier de la procédure budgétaire

Le nouveau calendrier de la procédure budgétaire que la Commission avait proposé le 19 mars 1975, ayant été accepté en avril et mai 1976 par le Conseil et par le Parlement, la procédure budgétaire s'est déroulée suivant le même schéma, mais à des dates différentes des années précédentes.

Première étape : préparation de l'avant-projet de budget (article 203 § 2 C.E.E.) : La Commission a présenté son avant-projet de budget le 15 juin 1976 (au lieu du 1^{er} septembre comme prévu par le traité ou la dernière quinzaine d'août en pratique). Ceci n'a pas été sans accommodements, puisque le Parlement n'a pu arrêter son propre état prévisionnel des dépenses que le 15 juin et le Conseil le 22 juillet.

Dans sa présentation des documents budgétaires, la Commission a fait un effort notable en développant l'introduction générale, qui comporte, comme par le passé, des considérations sur la politique

(13) Le Parlement, au point 16 de sa résolution du 16 décembre : « note que, en conséquence de l'article 203 du traité qui aborde, d'une part, le principe de l'annualité du budget et, d'autre part, l'application d'un taux statistique annuel d'augmentation aux dépenses non-obligatoires, il ne peut en aucun cas être tenu compte des autorisations d'engagement dans le calcul de la marge d'augmentation disponible pour le Parlement européen ».

Le Conseil, quant à lui, estime que « cette décision ne préjuge pas la question de l'applicabilité des dispositions du § 8 de l'article 203/CEE à l'égard des crédits d'engagement ».

budgétaire, mais renferme désormais également des informations sur chaque ligne budgétaire. De ce fait, l'introduction au budget devient un véritable thésaurus dans le domaine budgétaire.

Comme les années précédentes, l'avant-projet de budget a dû être modifié par une lettre rectificative pour tenir compte des dernières informations en matière agricole. Cette lettre n'a pu être envoyée que le 27 septembre, ce qui a rendu difficiles les travaux budgétaires à son sujet.

Deuxième étape : examen de l'avant-projet de budget et arrêt du projet de budget par le Conseil, en première lecture (article 203 § 3/C.E.E.) : Le Conseil a disposé de quarante-cinq jours (au lieu de trente-cinq d'après le traité, mais également quarante-cinq en pratique) pour examiner l'avant-projet de budget. Il a arrêté le projet de budget le 22 juillet 1976 (au lieu du 21 septembre en 1975). Toutefois, il n'a pu prendre position sur la lettre rectificative que le 25 octobre 1976.

Troisième étape : examen du projet de budget et vote de changements par le Parlement (article 203 § 4/C.E.E.) : le mois d'août ayant été neutralisé, le Parlement a pu commencer ses travaux en septembre (6) (14) et a voté lors de sa session des 25, 26 et 27 octobre, ses amendements et propositions de modifications au cours d'une session spéciale décidée en juin, pour appliquer le nouveau calendrier. De fait, il n'a eu que quelques jours pour examiner la lettre rectificative.

Quatrième étape : arrêt des dépenses obligatoires et examen des amendements du Parlement par le Conseil, en deuxième lecture (article 203 § 5/C.E.E.) : Au lieu de deux semaines, le Conseil a pu disposer en pratique de vingt-cinq jours pour examiner le résultat des travaux du Parlement. Le Conseil budgétaire, en deuxième lecture, s'est tenu le 23 novembre (au lieu du 30 novembre en 1975).

Cinquième étape : arrêt des dépenses non-obligatoires par le Parlement, en deuxième lecture (article 203 § 6/C.E.E.) : Le Parlement, lors de sa session ordinaire de décembre, a procédé à l'arrêt définitif du budget les 14, 15 et 16 décembre (au lieu des 16, 17 et 18 décembre en 1975) ayant en fait disposé de sept jours de plus qu'en 1975. A l'usage, le nouveau calendrier budgétaire s'est donc avéré très utile, sous la réserve toutefois que l'examen de la

lettre rectificative par le Parlement a été tronqué, ce qui l'a conduit à demander que ce calendrier soit revu pour l'année prochaine.

Le Conseil, le 16 décembre également, sous point A, c'est-à-dire sans discussion, a pris acte de ce que le Parlement avait approuvé une augmentation des D.N.O. du budget de 1977 de 140 MUC par rapport au projet de budget, et a marqué son accord à ce sujet. Le Conseil ne siégeait pas dans sa formation « budget », mais était le Conseil fiscal qui devait adopter la sixième directive en matière d'uniformisation de l'assiette de la T.V.A.

Un budget de croisière

Le budget pour l'exercice 1977 est un budget sans envelopure, « un budget médiocre et banal », ainsi que le qualifiait M. Cheysson, Commissaire au budget, devant le Parlement européen le 17 décembre 1976. Certes, par rapport à celui de 1976, le budget pour 1977 n'est en augmentation que de 3,89 % en crédits de paiement, mais il l'est de 7,69 % en crédits d'engagement. Le tableau qui suit donne les chiffres de cette comparaison en crédits de paiement. Dans notre commentaire, nous indiquerons également quelle est l'évolution en crédits d'engagement, s'il y a lieu.

Crédits du secteur agricole

Les crédits du F.E.O.G.A./Garantie étant annuels, ne bénéficient pas de la technique de la « dissociation ». Ils sont en augmentation : 6,7 % de 1976 à 1977. Toutefois, si l'on veut comparer des montants comparables, c'est-à-dire le budget ordinaire 1976 et le budget ordinaire 1977, on constate que l'augmentation est de 19,8 %. En effet, en 1976, un budget supplémentaire de 717,4 MUC a dû être voté. En 1977, il en ira inmanquablement de même façon, puisque pas plus cette année que l'année précédente, le Conseil n'a voulu accepter l'inscription d'une réserve pour tenir compte des nouveaux prix de campagne qui seront arrêtés durant le premier semestre 1977. Par ailleurs, les « dépenses agrimonétaires », c'est-à-dire les montants compensatoires monétaires et le mécanisme du double taux de change, sont en plein développement en raison des dérèglements monétaires (1 114 MUC, soit 17,4 % des crédits du F.E.O.G.A./Garantie).

Quant aux dépenses du F.E.O.G.A./Orientation, qui sont par nature pluriannuelles, elles restent dotées de 325 MUC, comme les années précédentes.

(14) Le 15 septembre 1976, le Parlement a eu un premier débat sur le projet de budget, à la suite des travaux du Conseil du 22 juillet 1976. Un semblable débat est de tradition (le 15 octobre en 1975, le calendrier budgétaire n'ayant alors pas été modifié).

Répartition des grandes masses budgétaires en 1976 et 1977 en crédits de paiement

Évolution Domaines	1976				1977							
	Budget ordinaire (en MUC)	%	Budgets ordinaire et supplémentaires (*) (en Muc)		Avant-projet de budget 1977 (en MUC)	%	% de variation entre 1976 et 1977	Projet de budget établi par Conseil (en MUC)	%	Budget ordinaire 1977 (en MUC)	%	% de variation entre 1975 et 1977
	1	2	3	4	5	6	7 - 5 : 3	8	9	10	11	12 - 10 : 3
1. Commission												
A. Crédits de fonctionnement												
1) Personnel	242,9	3,21	242,9	2,87	274,3	2,95	+ 12,96	268,2	3,08	268,4	3,05	+ 10,54
2) Fonctionnement	78,3	1,03	77,6	0,92	87,9	0,95	+ 13,29	85,7	0,98	85,7	0,97	+ 10,51
3) Information	6,3	0,08	6,3	0,07	7,8	0,08	+ 22,49	7,4	0,08	8,1	0,09	+ 27,60
4) Aides et subventions	34,3	0,46	20,4	0,24	23,5	0,25	+ 15,0	22,7	0,26	23,7	0,27	+ 15,90
	361,8	4,78	347,2	4,10	393,5	4,24	+ 13,33	384,0	4,41	385,9	4,39	+ 11,16
B. Crédits d'intervention												
1) Secteur agricole	5 493,0	72,50	6 168,0	72,82	6 796,3	73,18	+ 10,19	6 581,4	75,25	6 581,4	74,79	+ 6,70
2) Secteur social	452,6	5,97	512,6	6,05	185,0	1,99	- 59,12	183,7	2,11	189,6	2,15	- 58,11
3) Secteur régional	300	3,96	300,0	3,54	500,0	5,38	+ 66,67	400,0	4,59	400,0	4,55	+ 33,33
4) Secteur recherche-énergie-industrie	172,3	2,27	173,0	2,04	349,9	3,77	+ 44,45	204,1	2,34	236,6	2,69	+ 36,78
5) Secteur coopération au développement	237,2	3,13	336,2	3,97	322,0	3,47	- 4,23	238,0	2,73	269,7	3,06	- 19,80
	6 655,1	87,83	7 489,8	88,42	8 153,2	87,79	+ 8,86	7 607,2	87,28	7 677,4	87,24	+ 2,50
C. Réserve pour imprévus	3,0	0,04	3,0	0,03	6,0	0,06	+ 100,0	4,0	0,05	4,0	0,05	+ 33,33
D. Remboursements aux Etats membres	429,2	5,66	502,8	5,94	595,9	6,42	+ 18,52	582,9	6,69	584,6	6,64	+ 16,26
Total Commission	7 449,1	98,31	8 342,8	98,49	9 148,6	98,51	+ 9,66	8 578,1	98,42	8 651,9	98,32	+ 3,70
II. Autres institutions	127,8	1,69	127,8	1,51	138,6	1,49	+ 8,51	137,6	1,58	148,1	1,68	+ 15,92
Total général en crédits de paiement	7 576,9	100,0	8 470,6	100,0	9 287,2	100,0	+ 9,64	8 715,7	100,0	8 800,0	100,0	+ 3,89
Total général en crédits d'engagement			8 912,7		10 121,1		+ 13,56	9 440,9		9 607,0		+ 7,79

(*) En 1976, il y eut 3 budgets supplémentaires et rectificatif :

— Le budget supplémentaire 1/76 : pour l'aide aux populations sinistrées du Frioul (+ 60 Muc au titre du « secteur social » et + 1 Muc au titre des remboursements aux Etats membres pour 10 % de « ressources propres » supplémentaires versées), soit 61 Muc au total.

— Le budget supplémentaire 2/76 : pour le F.E.O.G.A.-Garantie (717,4 Muc), pour l'aide alimentaire (40,6 Muc) et pour des bonifications de prêts au Portugal (2,1 Muc), ainsi que des remboursements aux Etats membres pour 10 % des « ressources propres » supplémentaires versées (72,6 Muc), soit au total 832,7 Muc.

Le budget rectificatif 3/76, sans incidence financière pour tenir compte de l'application, à compter du 1^{er} novembre 1976, du règlement CEE, Euratom, CECA n° 2 615/76 du 21 octobre 1976 relatif au personnel rémunéré sur les crédits de recherche.

En outre, un affinement de la répartition par secteurs a été réalisé, lequel a pour conséquence notamment de faire apparaître une différence entre les colonnes 1 et 3 des « crédits de fonctionnement » de la Commission (I.A.). Cette différence n'existe en réalité pas, car ces crédits n'ont pas été modifiés.

Ce montant est constitué de crédits d'engagement, les crédits de paiement n'étant que de 157,8 MUC.

En conclusion, les crédits du secteur agricole sont de 6 581,4 MUC et représentent toujours à peu près les trois-quarts des dépenses du budget général.

Crédits du secteur social

Les crédits du secteur social restent au deuxième rang parmi les interventions budgétaires de la Communauté. Ce sont d'abord et essentiellement ceux du Fonds social, pour lequel la dissociation des crédits a été prévue. Les crédits d'engagement augmentent de façon notable : 98 MUC (soit + 22,3 %), tandis que les crédits de paiement passent de 440 MUC à 172,4 MUC. A noter l'ouverture de deux nouvelles lignes budgétaires : « aide à des populations de la Communauté victimes de catastrophes » dotée de 5 MUC et « expériences pilotes pour l'amélioration des conditions de logement des travailleurs migrants » dotée de 0,5 MUC. Au total, les crédits du secteur social s'élèvent à 637,8 MUC en crédits d'engagement et 189,6 MUC en crédits de paiement, contre 512,6 MUC en 1976 de crédits non dissociés.

Crédits du secteur régional

Le Fonds régional, depuis sa création, bénéficie de crédits dissociés. 1977 sera sa troisième année d'exécution avec 500 MUC de crédits d'engagement, ainsi que prévu par le règlement du 18 mars 1975. Quand aux crédits de paiement, ils sont de 400 MUC, (300 MUC l'année dernière). Cette politique est la troisième en crédits.

Crédits du secteur « recherche - énergie - industrie »

Les crédits de ce secteur se diversifient de plus en plus et prennent une importance croissante. Ils bénéficient généralement de la technique de la dissociation. Ils peuvent être divisés en cinq groupes :

- les crédits de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. atteignent 183,3 MUC en crédits de paiement (et 213,3 MUC en crédits d'engagement) mais devront encore être inscrits sur les lignes convenables par budget supplémentaire, le nouveau programme de recherche (1977-1980) étant en cours d'approbation ;

- les crédits pour les hydrocarbures (technologie et exploration) passent de 25 MUC de crédits non dissociés en 1976, à 32 MUC en crédits de paiement (dont 8 MUC de réinscription) et à 83 MUC en crédits d'engagement en 1977 ;

- les crédits pour les recherches d'uranium passent de 1 MUC de crédits non dissociés en 1976, à 2 MUC en crédits de paiement et 5 MUC en crédits d'engagement en 1977 ;

- les crédits pour le lancement de deux importantes actions nouvelles : la recherche fondamentale dans le domaine de l'aéronautique (dotée de 8 MUC de crédits non dissociés) et le deuxième programme informatique (9 MUC de crédits d'engagement et 2,8 MUC de crédits de paiement) ;

- les autres crédits (contrôle de sécurité, diffusion des connaissances, missions spécifiques) passent de 8,8 à 11,3 MUC de crédits de paiement.

Au total, les crédits de ce secteur passent de 1976 à 1977, respectivement de 337 MUC de crédits d'engagement et 173 MUC de crédits de paiement à 328,3 et 236,6 MUC. Il s'agit de la quatrième politique d'intervention budgétaire. A relever également l'inscription significative de crédits pour la conservation du patrimoine architectural et le développement des échanges culturels.

Crédits d'aide à la coopération au développement

Ces crédits s'élèvent à 269,7 MUC. Ils ont été ouverts essentiellement, d'une part, au titre de l'aide alimentaire (192,4 MUC) et, d'autre part, au titre de l'aide aux pays en voie de développement non associés (50,4 MUC). Ils étaient, en 1976, de 336,2 MUC. De fait, il n'y a pas diminution, mais augmentation, car les restitutions au titre de l'aide alimentaire (qui sont imputées à la politique agricole) augmentent. Mérite également d'être signalé le fait que le Conseil a accepté en deuxième lecture d'augmenter les crédits d'aide alimentaire (+ 14 MUC), donnant pour la première fois une suite, il est vrai partielle, à une proposition de modification du Parlement à une dépense dite obligatoire.

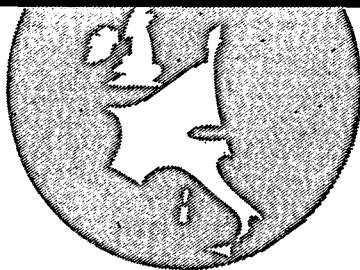
Crédits de fonctionnement administratif

Les crédits nécessaires au fonctionnement de l'appareil administratif de la Commission sont en augmentation de 11,16 % (385,9 MUC). Les dépenses correspondantes des autres institutions augmentent de 15,92 % (148,1 MUC).

Ces dépenses, cumulées avec les remboursements faits aux Etats membres (584,6 MUC), représentent un montant de 1 118,6 MUC, soit 11,6 % du budget.

Recettes budgétaires

Les ressources propres aux Communautés européennes s'élèvent à 5 846 MUC, soit 4 634 MUC au



titre des droits de douane, 997 MUC au titre des prélèvements agricoles et 215 MUC au titre des cotisations sucre. L'équilibre du budget entre recettes et dépenses est assuré par des contributions versées par les Etats membres, cette année encore. Elles représentent 33 % des recettes (15).

Approfondissement du droit budgétaire

1976 n'a fait que confirmer ou développer ce que 1975 avait apporté (2). Encore faut-il bien marquer quel approfondissement a été réalisé pour ce qui est de la budgétisation des dépenses communautaires, de la renonciation au préalable réglementaire à l'ouverture de crédits, de la distinction entre crédits d'engagement et de paiement et de la révision de l'exercice des pouvoirs budgétaires. Ce chapitre reprendra ces quatre points et se terminera par la seule véritable nouveauté qui est l'affirmation de la pratique contestable du « blocage de crédits sur la ligne ».

Confirmation du principe de budgétisation des dépenses communautaires

Le principe de la budgétisation des dépenses communautaires, affirmé avec succès l'an dernier, a connu cette année une confirmation spectaculaire avec la budgétisation des aides extérieures à certains tiers. En l'occurrence, il s'agit de la budgétisation acceptée par le Conseil lui-même à la demande instante de la Commission puis du Parlement, des aides financières inscrites dans les protocoles financiers annexés aux accords signés avec Malte le 4 mars 1976, la Tunisie le 25 avril 1976, l'Algérie le 26 avril 1976 et le Maroc le 27 avril 1976.

Toute l'année 1976 a été consacrée à des discussions difficiles, au Conseil et dans ses instances, à propos de cette budgétisation. Plus précisément, l'acceptation de celle-ci avait été liée à une autre décision de principe, à savoir celle de l'application, à compter du 1^{er} janvier 1978, de l'unité de compte européenne (U.C.E.) dite aussi « unité de compte

panier » (16). Malgré des propositions réitérées de la Commission en novembre 1975, février 1976, avril 1976 et mai 1976, le Conseil n'avait pu trouver une unanimité pour accepter ce principe. Au cours de la procédure budgétaire — de fait dès la réunion du Conseil du 22 juillet 1976 — la budgétisation a été pourtant inscrite dans le projet de budget, sans que soit formellement décidé le principe de l'application de l'U.C.E. au 1^{er} janvier 1978. Dans le budget pour 1977, une ligne budgétaire est donc ouverte, mais dotée d'un p.m. (pour mémoire), étant entendu que, puisque les quatre protocoles financiers ne pourront entrer en application effective en 1977 en raison de la nécessité de saisir les parlements nationaux, aucune dépense n'aura à être engagée et, a fortiori, payée. Pourtant, le principe étant admis, son application, inéluctablement, se fera au cours des prochaines années, non seulement par l'inscription au budget des aides financières à Malte et aux trois pays du Maghreb, mais également de celles qui seront accordées à d'autres pays du Bassin méditerranéen (pays du Machrak, Grèce, Turquie). Le Parlement s'en est félicité officiellement (17).

Une autre budgétisation, qui a également été officiellement affirmée (18), est celle des emprunts/prêts. Pourtant, celle-ci était déjà acquise dans le budget pour 1976 par l'ouverture de lignes en p.m. tant en recettes qu'en dépenses, mais les commentateurs inscrits en face de ces p.m. restaient muets sur les modalités de cette budgétisation. Dans le budget pour 1977, ceux-ci comportent d'importantes précisions fixées par le Parlement lui-même. En effet, d'une part, les autorisations d'emprunter — et de prêter — par la Commission sont inscrites dans leur montant, les recettes du fait des emprunts effectués et les dépenses en raison des prêts accordés n'étant toutefois pas inscrites au budget ; d'autre part, la garantie des emprunts est assurée par le budget, qui doit couvrir toute défaillance des bénéficiaires de prêts vis-à-vis des bailleurs de fonds. Enfin, dans une annexe au budget, sont enregistrées les opérations emprunts/prêts. Cette conception d'ensemble arrêtée par le Parlement n'a pas reçu l'accord du Conseil et il y a tout lieu de penser que lors d'un prochain « trialogue » (néologisme créé pour définir une concertation entre Conseil, Parlement et Commission), qui ne devrait pas manquer d'avoir lieu en 1977, les modalités de cette

(16) Voir, du même auteur « Les finances de l'Europe » aux Presses universitaires de France (1975).

(17) Point 17 de la résolution du 17 décembre 1976 du Parlement.

(18) Point 18 de la résolution du 27 octobre 1976 du Parlement.

(15) A l'occasion du budget supplémentaire 2/76, l'état des recettes avait été modifié. Les prévisions de ressources propres avaient été rectifiées de 4 292 MUC à 5 028 MUC, soit 59 % au lieu de 56,6 % des recettes totales. En 1977, ce pourcentage est même de 66,3 %.

budgetisation seront discutées. A noter d'ailleurs que, si le règlement ouvre la possibilité d'emprunter afin d'octroyer des prêts aux Etats membres ayant des difficultés de balance de paiement (1 155 MUC ont été empruntés et prêtés en 1976), le Conseil a terminé l'année 1976 sans décider du principe des emprunts dits nucléaires, c'est-à-dire de ceux destinés à permettre des prêts aux organismes nationaux chargés de la construction de centrales nucléaires.

Recours à l'ouverture de « crédits dissociés »

La discussion interinstitutionnelle pour le budget de 1976 s'était terminée sur un certain consensus entre Conseil et Parlement de recourir à la technique de la distinction de crédits d'engagement et de crédits de paiement, c'est-à-dire à l'ouverture de « crédits dissociés » pour certaines lignes budgétaires correspondant à des actions qui s'exécutent par nature sur plusieurs années. Pourtant, la discussion pour le budget de 1977 n'a pas été sans heurts et sans complications. En définitive, le Conseil et le Parlement se sont mis d'accord pour arrêter à titre provisoire — pour un an — successivement deux règlements ad hoc qui autorisent l'ouverture de « crédits dissociés » dans le budget pour l'exercice 1977, le premier autorisant cette technique pour quatre secteurs : le Fonds social, le F.E.O.G.A./Orientation, les actions dans le domaine des hydrocarbures et le programme d'action triennal en matière d'information et de documentation scientifique et technique (19) ; le second autorisant également cette technique pour trois secteurs supplémentaires : les recherches-pilotes sur la lutte contre la pauvreté, les recherches dans le domaine de l'uranium et le deuxième programme d'informatique (20). Ainsi, sept secteurs viennent s'ajouter aux deux secteurs qui connaissaient déjà la distinction des crédits d'engagement et de paiement : les crédits de recherche de la C.E.E.A. et ceux du Fonds régional. Dans le budget pour 1977, les crédits d'engagement sont plus élevés que les crédits de paiement qui leur correspondent additionnés aux crédits non dissociés (essentiellement les crédits du F.E.O.G.A./Garantie, les crédits de coopération avec les pays tiers et les crédits administratifs), ce qui est

dans la logique du système, puisqu'en raison du démarrage de ce système et du fait que les paiements sont échelonnés dans le temps, les crédits de paiement sont inférieurs aux crédits d'engagement. Ainsi, le budget est établi de façon à couvrir par des recettes les seuls paiements à effectuer durant l'exercice et pour les crédits non dissociés également durant l'exercice suivant, dit exercice de report, si les crédits ont été engagés avant le 31 décembre. A une augmentation de 7,8 % des crédits d'engagement ne correspond donc qu'une augmentation de 3,9 % des crédits de paiement.

Renonciation au préalable réglementaire à l'ouverture de crédits

L'année dernière, le Parlement avait ouvert des crédits pour des actions qui ne faisaient pas alors l'objet de décisions réglementaires de la part de l'autorité législative de la Communauté, à savoir le Conseil. Il s'en était suivi des débats difficiles, le Parlement estimant que la seule inscription dans le budget autorisait l'exécution de l'action par la Commission (21), tandis que le Conseil considérait que toute exécution budgétaire nécessitait une base normative, ce qui mettait la Commission dans une position très difficile. La Commission a alors assumé ses responsabilités avec beaucoup de détermination et a fait en sorte de pouvoir exécuter tout ce qu'il lui était possible d'exécuter (22) sans pour autant provoquer des conflits entre institutions. Il n'en demeure pas moins qu'une ambiguïté s'est créée qui ne peut à la longue que porter préjudice au développement des Communautés européennes et à leur crédibilité aux yeux de l'opinion publique, qui bientôt deviendra un corps électoral à l'occasion de l'élection du Parlement au suffrage universel.

Dans le budget pour 1977, une série d'actions communautaires ont été dotées de crédits sans qu'une base réglementaire n'existe. Les principales sont les suivantes : exploration des hydrocarbures en eau profonde, action culturelle, Institut des Communautés européennes pour l'analyse et la recherche économiques, expériences-pilotes en matière d'amélioration des conditions de logement des travailleurs migrants, nouveau programme d'expé-

(19) Règlement financier n° 76/892 (CECA, CEE, EURATOM) du 21 octobre 1976, modifiant le règlement financier du 25 avril 1973 applicable au budget général des Communautés européennes, publié au Journal officiel n° L 133 du 2 décembre 1976.

(20) Règlement financier n° 76/919 (CECA, CEE, EURATOM) du 21 décembre 1976, modifiant le règlement financier du 25 avril 1973 applicable au budget général des Communautés européennes, publié au Journal officiel n° L 362 du 31 décembre 1976.

(21) Le Parlement, auquel n'est attribué aucun pouvoir législatif véritable, mais un seul droit d'avis, veut, par le moyen de la « loi budgétaire », créer la base juridique suffisante à l'exécution d'une action (voir la résolution du 16 juin 1976 du Parlement européen). Ainsi, grâce à ses pouvoirs budgétaires dans le domaine des D.N.O., il cherche à obtenir un pouvoir législatif.

(22) L'analyse dans le détail de cette exécution est trop complexe pour pouvoir être donnée dans le cadre et l'objet du présent article.



riences-pilotes de lutte contre la pauvreté. La Commission, en 1977, en sa qualité d'exécutif budgétaire, va donc de nouveau se trouver en difficulté.

Blocage politique et juridique des crédits

L'année dernière, le Parlement avait bloqué des crédits sur deux lignes budgétaires (23). L'expérience faite a prouvé que cette technique était complexe. En effet, le déblocage a nécessité chaque fois une décision prise en assemblée plénière par le Parlement, sur la base d'une proposition de sa commission des budgets. En réalité, l'innovation du Parlement trouve son application dans le fait qu'il n'est que « consulté » sur les virements du chapitre 98 (chapitre 100 dans le budget pour 1977), qui rassemble les crédits affectés par l'autorité budgétaire, mais non inscrits aux lignes convenables et qui ne peuvent être virés en pratique sur ces lignes que par décision du Conseil seul, après qu'aient été prises les décisions normatives autorisant l'action communautaire. Si la proposition de modification du règlement financier du 25 avril 1973, introduite par la Commission le 26 mai 1976 (24), était adoptée, il en irait différemment, puisque le Conseil et le Parlement auraient le dernier mot en matière de virement de crédits depuis le chapitre 100 (et de tout autre chapitre budgétaire d'ailleurs), dans la mesure où ils ont le pouvoir d'arrêter le montant de ces dépenses lors de l'établissement du budget. Or, les problèmes conflictuels qui se posent se situent presque uniquement pour les D.N.O., dont le Parlement est largement maître d'après la politique budgétaire actuelle, ce qui résoudrait le dilemme.

Celui-ci étant actuellement non réglé (25), le Parlement a eu de nouveau recours à la technique de blocage, estimant que, puisque celle-ci n'était pas interdite par le règlement financier, elle était dans la nature même des pouvoirs budgétaires du Parlement. Les crédits bloqués concernent les actions suivantes : les crédits d'information pour l'élection du Parlement au suffrage universel, les crédits pour favoriser l'exploration des hydrocarbures en haute mer et les crédits d'aide aux pays en voie de développement non associés.

(23) Foot-note (2), pages 17 et 18.

(24) Voir Journal officiel n° C171 du 26 juillet 1976.

(25) La proposition de modification du règlement financier du 25 avril 1973, introduite par la Commission le 26 mai 1976, a fait l'objet d'un avis largement favorable au Parlement le 14 décembre 1976. Sur le point qui nous concerne ici, l'accord du Parlement est complet. Toutefois le dossier est seulement en cours d'examen auprès des instances du Conseil.

La Commission, soutenue par le Conseil, a défendu, mais sans succès, la thèse que le blocage des crédits sur la ligne n'est pas prévu par le règlement financier et était même contraire aux dispositions financières du traité.

♦♦

Le Parlement, dans les quatre premiers points de sa résolution du 27 octobre 1976 :

« estime que le budget des Communautés, tel qu'il est établi actuellement, est tout à fait insuffisant pour être un instrument d'action politique capable d'influer fortement sur la situation économique actuelle ;

« déplore l'insuffisance flagrante de la politique sociale communautaire et de la Communauté à concevoir une politique économique cohérente ;

« condamne l'attitude du Conseil qui limite le rôle du budget de la Communauté et empêche que le budget soit utilisé en vue de réduire les disparités économiques entre les régions et de lutter contre le chômage ;

« réaffirme son opposition au déséquilibre grave qui caractérise le budget actuel, les trois-quarts des dépenses étant consacrés à un seul secteur d'activité, à savoir l'agriculture ».

Il serait vain de vouloir contester le bien-fondé de ces observations de caractère général. Mais il serait également injuste de ne pas relever dans le budget 1977 un développement significatif des possibilités du Fonds social, des crédits de recherches dans le domaine énergétique et des crédits d'aide aux pays en voie de développement non-associés, ainsi que l'ouverture d'actions nouvelles (aéronautique, informatique, action culturelle) et la budgétisation des aides extérieures.

Il faut donc reconnaître que lentement le budget communautaire se développe et se diversifie, et cela grâce à sa dynamique propre.

Le dialogue interinstitutionnel très riche qui s'est établi est également à l'origine de cette évolution. Pourtant, les sources de conflits entre institutions demeurent. La querelle de la définition des D.O. et D.N.O. a rebondi. En effet, si celle sur la qualification du Fonds régional a été implicitement oubliée, la qualification des aides extérieures oppose les deux détenteurs de l'autorité budgétaire, le Conseil les tenant pour des D.O., comme la Commission d'ailleurs, le Parlement les considérant comme des D.N.O. (paragraphe 17 de la résolution du 16 décembre).

De même, les notions de « taux d'augmentation des D.N.O. » et de « nouveau taux », n'ont pas été utilisées, pas plus que celle créée l'année dernière

de « marge de manœuvre » du Parlement, qui n'a pas été véritablement reprise cette année. L'accord s'est fait sur un « masse de crédits », venant s'ajouter au projet de budget arrêté par le Conseil. Aucune solution claire et indiscutable n'a été apportée à l'exercice des pouvoirs budgétaires sur la fixation du montant des crédits d'engagement et des crédits de paiement.

Pourtant, il faut souligner que Conseil et Parlement ont su, avec persévérance et intelligence, mais aussi avec l'aide de la Commission, organiser leurs contacts, alors que les traités sont muets à ce sujet et ne prévoient aucune méthode pour résoudre ou transcender leurs conflits. L'établissement et l'arrêt

du budget ont donc grandement contribué à faire évoluer le droit institutionnel communautaire.

L'année budgétaire 1977 ne manquera certainement pas d'être occupée, avant l'engagement de la procédure budgétaire pour 1978, par l'essai de régler ces problèmes de procédure budgétaire sur la base d'une proposition que devrait faire la Commission, et par l'introduction d'un ou plusieurs budgets supplémentaires puisque, notamment dans le domaine agricole, le budget de 1977 est incomplet. Quant à la procédure budgétaire pour l'exercice 1978, elle devrait être essentiellement marquée par le fait qu'elle sera la dernière avant l'élection du Parlement au suffrage universel.

LES CONDITIONS D'APPROVISION- NEMENT DES ORGANISMES DE TÉLÉCOMMUNICA- TIONS. LES PERSPECTIVES D'UNE POLITIQUE EUROPÉENNE CONCERTÉE DE CONCURRENCE

par

Christian DILLEMANN

Dans les pays qui disposent d'une industrie propre, les équipements destinés aux administrations ou aux organismes chargés du service des télécommunications sont fournis selon un mode très nettement autarcique. Les exceptions à ce principe sont limitées.

Des arguments d'efficacité ont été souvent avancés pour justifier cette solution. Leur valeur ne doit pas être sous-estimée. Il n'en reste pas moins que là comme ailleurs, l'absence d'un climat de concurrence comporte des conséquences fâcheuses que l'on se place du point de vue de l'exploitant ou de l'utilisateur ou plus généralement de la politique industrielle et financière.

Ces conséquences sont d'autant plus néfastes que le marché réservé est plus étroit. Aussi les pays européens ont-ils dans leur ensemble, plus à y perdre que les Etats-Unis et le Japon.

Pour les pays européens une politique de concurrence s'impose donc avec une nécessité particulière pour améliorer les conditions d'approvisionnement, renforcer les industries et permettre à celles-ci d'accroître leur rôle dans le monde. Cette politique ne peut se concevoir valablement dans le seul cadre national et le champ européen lui offre, à cet égard, un terrain d'exercice privilégié.

Il ne faut pas se dissimuler toutefois que la réalisation d'un tel projet est une tâche difficile. Dans ce domaine, les politiques d'approvisionnement sont, en effet, étroitement liées à des préoccupations nationales de développement industriel dans des secteurs de pointe. Et l'on ne peut oublier les obstacles rencontrés sur la voie tracée par le sommet européen de La Haye, en décembre 1969, en vue d'une concertation européenne des politiques industrielles.

L'exclusion des matériels de télécommunications du champ d'application de la directive qui vient d'être adoptée par le Conseil en vue de renforcer, sur une base réciproque, la concurrence communautaire dans les marchés de fournitures des administrations, pourrait apparaître comme un échec supplémentaire essuyé sur cette voie difficile. Pourtant, en adoptant cette directive, les représentants des gouvernements ont tenu à faire une déclaration commune dans laquelle ils expriment leur volonté de réaliser, progressivement et selon des méthodes appropriées, une ouverture réciproque des marchés de télécommunications.

Dans le contexte actuel et malgré la crise que rencontre la construction européenne, des intérêts convergents appréciables se révèlent à l'analyse en faveur de cette action commune. Il est donc permis d'espérer que cette prise de position représente davantage qu'un vœu pieux ou que la formulation d'amabilités diplomatiques.

I. — Le caractère autarcique des politiques d'approvisionnement et ses méfaits

Dès l'origine, les industries de télécommunications se sont développées en vue de fournir un organisme national — exceptionnellement plusieurs —. A la suite des rapports étroits qui se sont noués pour la définition des matériels et la programmation des investissements et des fabrications, ces industries en sont venues presque toujours à bénéficier d'un monopole de fait pour la fourniture de certains matériels sous la forme souvent d'un quota ménageant des situations symétriques à un petit nombre de « concurrents ». Fréquemment, l'incompatibilité des matériels fabriqués par les différentes firmes a consolidé ce cloisonnement et ces divergences techniques n'ont même pas épargné les fabrications émanant des filiales appartenant à un même groupe international (I.T.T., Ericsson).

La symbiose est parfois à ce point poussée que la distinction entre fournisseur et acheteur devient à la limite artificielle. Aux Etats-Unis, en Italie et en Suède, cette unité organique s'est, du reste, vue consacrée juridiquement : un même groupe financier réunit à la fois des organismes exploitants et des fournisseurs.

On ne peut nier que cette situation comporte maints avantages sous l'angle des approvisionnements et de l'exploitation. L'organisme de télécommunications est assuré d'obtenir des matériels étroitement adaptés à ses besoins et de fiabilité connue. Il se trouve mieux prémuni contre les défaillances dans les délais de fabrication et d'installation. Il peut enfin organiser la maintenance et l'entretien de ses équipements d'une façon plus rationnelle et économique. Quant à lui, l'industriel peut compter sur un débouché quasi certain, des commandes régulières et adaptées à ses moyens et à son planning. Lorsqu'il supporte — ce qui est le cas le plus fréquent — la charge des études, le risque pour lui d'exposer des dépenses en pure perte se trouve réduit au minimum. Ce système se traduit donc au plan économique ou technique par des avantages réciproques incontestables. Si l'on ajoute que ces activités sont assurées d'une rentabilité élevée, l'on comprend que des groupes se livrent à une lutte acharnée pour être admis dans le club de ces fournisseurs ou pour défendre leurs privilèges.

En revanche, l'absence de concurrence se traduit par des effets très néfastes. Ces politiques ne

s'accompagnent d'aucun contrôle sérieux des prix de revient — si l'on excepte le cas de la France. Les administrations et organismes semblent, par ailleurs, très mal informés sur les prix obtenus par leurs homologues étrangers. Des marges bénéficiaires exorbitantes peuvent en résulter, équivalant à des subventions occultes importantes. L'existence d'un marché garanti et d'une rentabilité assurée n'incite guère le fournisseur à réduire ses coûts de production et n'est pas de nature à stimuler son esprit inventif dans le domaine technique. Il n'est pas davantage motivé dans la recherche de marchés à l'exportation et dans la diversification de ses activités. Enfin, ce contexte, bien évidemment, n'est guère favorable aux restructurations nécessaires.

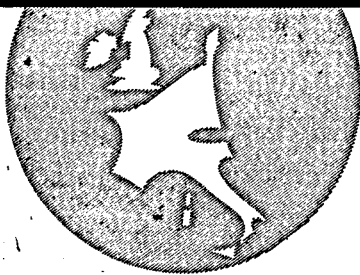
Des structures de production coûteuses et une efficacité technique médiocre constituent ainsi les risques auxquels s'exposent ces politiques autarciques. Elles influent ainsi défavorablement sur les tarifs, sur la qualité du service offert à l'utilisateur, sur le niveau des dépenses publiques ou des emprunts sur le marché financier. Elles empêchent un pays de tirer un meilleur parti de son industrie pour le développement quantitatif et qualitatif de l'emploi et la balance de son commerce extérieur.

II. — L'intérêt d'une politique de concurrence concertée au niveau européen

Deux types d'initiatives ont été prises au niveau national dans le but de remédier aux inconvénients des structures autarciques qui viennent d'être décrites :

- la mise en place de contrôles de prix et de mécanismes de substitut au jeu de la concurrence ;
- l'introduction d'une certaine concurrence au plan national.

La France est le seul pays européen qui pratique systématiquement le contrôle des prix de revient pour déterminer le prix des matériels de télécommunications. Cette politique, qui est mise en œuvre depuis 1969, a permis d'obtenir une réduction très substantielle du prix de ces matériels en francs constants. Elle a certainement favorisé des efforts importants de productivité de la part des fournisseurs. Elle ne peut, toutefois, avoir des effets aussi décisifs qu'une ambiance de réelle concurrence même assortie d'une modulation de la marge destinée à prendre en compte la qualité du manage-



ment. Sur les marchés d'exportation, elle avantage les concurrents étrangers qui échappent à ce mode de détermination des prix. Elle ne peut plus être appliquée avec la même rigueur dès lors qu'elle se combine avec une mise en compétition.

Depuis quelques années une inflexion doctrinale se manifeste au niveau gouvernemental en France, au Royaume-Uni et en République Fédérale d'Allemagne en faveur d'un rôle accru de la concurrence dans les politiques d'approvisionnement. En France, cette orientation s'est traduite par l'institution d'une tranche dite « libre » à l'intérieur des programmes d'équipement, tranche que doit être attribuée après mise en concurrence.

Cette politique présente des aspects positifs incontestables. Sa mise en œuvre, dans le seul cadre national, ne peut toutefois prendre toute l'ampleur désirable. Pour certains matériels, elle se heurte au nombre insuffisant des candidats potentiels ou des techniques. En matière de commutation, la configuration du réseau existant peut restreindre de façon excessive l'éventail des fournisseurs utiles compte tenu de l'incompatibilité technique des fabrications nationales. Par ailleurs, un recours aux concurrents étrangers soulève rapidement des problèmes de réciprocité ou peut faire apparaître des niveaux de prix artificiels liés au cloisonnement de ces marchés. On ne peut non plus tenir pour négligeables les obstacles résultant du capital de confiance accumulé par les fournisseurs traditionnels, de l'inertie des habitudes voire même de l'influence des groupes industriels bien établis dans ce secteur.

Une action concertée au niveau européen selon des règles du jeu communes et réalistes semble conditionner ainsi le succès décisif de ce qui peut être — et, pour certains pays, de ce qui est déjà — entrepris au niveau national pour réintroduire un climat de saine concurrence.

III. — Les difficultés à surmonter

Dans le cours de l'année 1974, les conditions d'une ouverture réciproque des marchés de matériel de télécommunications dans la C.E.E. ont fait l'objet de nombreux débats au sein du groupe des questions économiques du conseil lors des négociations relatives au projet de directive sur les marchés publics de fournitures. Un groupe de travail spécial de la commission, associant les administrations compétentes, a été chargé d'inventorier les difficultés et de réfléchir aux solutions envisagea-

bles afin d'aider le groupe du conseil à formuler ses propositions.

Ces travaux ont mis en relief trois séries de problèmes à résoudre :

- les obstacles techniques,
- le choix de règles adéquates de consultation,
- et les difficultés tenant aux divergences dans les modalités pratiques et financières des approvisionnements des différents Etats membres.

LES OBSTACLES TECHNIQUES

Les obstacles tenant aux caractéristiques techniques des matériels fabriqués dans les Etats (ou aux procédures d'agrément) sont apparus de loin les plus importants même si les délégations n'ont pas eu, sur cette question, une opinion toujours concordante. Il est, à cet égard, significatif de constater que dans le secteur le plus important — celui de la commutation — les obstacles à l'insertion de matériels de source étrangère dans le réseau national n'ont été considérés comme indiscutablement décisifs que de la part des pays dotés d'une puissante industrie, le point de vue des autres délégations ayant été plus nuancé.

Au vu de l'inventaire rapide auquel il a été procédé lors des négociations, l'étendue et la nature des obstacles techniques s'avèrent très variables selon les catégories de matériels.

Les problèmes de compatibilité les plus aigus se situent dans le secteur de la *commutation électromécanique*. Par contre, la structure modulaire des ensembles constituant les centraux à *commutation électronique* — qui absorberont une part rapidement croissante des programmes d'équipement des prochaines années aussi bien en Europe que dans le reste du monde — se prête davantage à un élargissement de la concurrence sous réserve d'adopter un minimum d'interfaces communes aux différents matériels construits.

Les caractéristiques des câbles approvisionnés par les pays européens ne constituent pas une barrière aussi nette aux échanges intra-européens. D'ores et déjà, des appels d'offres internationaux seraient techniquement concevables à condition que les quantités commandées soient suffisantes pour permettre aux industriels étrangers d'amortir les frais correspondant à une adaptation de leurs moyens de production. Les meilleures possibilités se présentent pour les câbles à longue distance (câbles coaxiaux). Pour les câbles locaux, une amélioration de la situation est subordonnée à l'adoption de normes européennes.

En ce qui concerne les *équipements de transmission*, les surcoûts qu'entraînerait un recours plus large à la concurrence européenne ne sem-

blent pas, dans l'ensemble, prohibitifs. Du reste, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et l'Irlande qui s'adressent à un certain nombre de fournisseurs étrangers, ont pu, dans certains cas, combiner des matériels d'origine différente.

Selon les pays, les *appareils d'abonnés* sont achetés ou loués par les usagers. Les politiques d'agrément sont libérales dans certains Etats et assez restrictives dans d'autres. L'effort doit porter ici sur un rapprochement des procédures d'agrément. Des problèmes de réciprocité analogues se posent au sujet des conditions d'acquisition des *centraux téléphoniques privés*.

LES MODALITÉS DE LA CONSULTATION

L'application d'une procédure formelle d'appel d'offres — telle qu'elle a été retenue dans la directive qui vient d'être adoptée pour les marchés de fournitures des administrations — au secteur des télécommunications s'est heurtée à des arguments juridiques et économiques.

Les arguments juridiques ont été invoqués par les Etats dont les organismes relèvent en totalité ou en partie du droit privé : le Royaume-Uni, la Belgique et l'Italie.

Au Royaume-Uni, l'ensemble du service des télécommunications et du service des postes a été confié à une société nationale, le General Post Office, lui-même issu en 1969 d'un service administratif qui avait progressivement évolué vers l'autonomie et auquel le caractère industriel et commercial avait été reconnu dès les années 1930.

En Italie, la plus grande partie du service des télécommunications a été concédée à une entreprise de droit privé, la S.I.P. soumise au contrôle majoritaire de l'I.R.I. par l'intermédiaire d'une entreprise publique, la S.T.E.T., qui gère le portefeuille de l'I.R.I. dans le domaine des télécommunications. Le secteur administratif (Ministère des Postes et Télécommunications) ne gère qu'une fraction négligeable de ce service. Enfin, un organisme d'Etat, de statut administratif, rattaché au ministre des Postes et Télécommunications, gère, par ailleurs, une petite partie du trafic téléphonique interurbain ainsi que le trafic téléphonique avec les pays européens et les pays méditerranéens.

En Belgique, la régie des Télégraphes et des Téléphones (R.T.T.), organisme public, a le monopole des télécommunications. Cet organisme a la personnalité civile mais il est représenté et géré par le ministre chargé des télécommunications. Son autonomie est très réduite. Mais la loi qui l'a créée (loi du 19 juillet 1930 modifiée par une loi générale du 16 mars 1954) oblige la R.T.T. à appliquer les méthodes industrielles et commerciales.

Ces trois pays ont ainsi fait valoir à juste titre que l'assujettissement de leurs organismes autonomes à une procédure obligatoire d'appel d'offres était incompatible avec leur statut.

Plus généralement, la procédure de l'appel d'offres classique s'est heurtée à des objections de caractère économique. Les principales objections qui ont été soulevées sont celles qui peuvent être faites à propos des secteurs fortement tributaires des commandes publiques. L'appel d'offres, tel que le pratiquent les administrations, conduit à attribuer, en règle générale, la commande au fournisseur dont l'offre est économiquement la plus avantageuse sous l'aspect du rapport qualité-prix. Or, dans de tels secteurs, il est nécessaire de prendre aussi en considération le plan de charge des fournisseurs habituels, de tenir compte, le cas échéant, de décisions gouvernementales en matière de politique industrielle. En outre, l'admission de nouveaux fournisseurs ou de nouveaux matériels comporte des risques sérieux du point de vue technique et du point de vue de l'exploitation et il importe souvent de limiter ces aléas en expérimentant d'abord un approvisionnement d'origine nouvelle. Enfin, ces secteurs sont spécialement exposés aux ententes professionnelles qui ne peuvent être déjouées efficacement qu'à l'aide d'une négociation discrète et informelle.

LES CONDITIONS PRATIQUES ET FINANCIÈRES DE L'APPROVISIONNEMENT

Les modalités contractuelles selon lesquelles s'effectuent les approvisionnements dans chaque Etat membre sont assez diverses et comportent parfois des solutions opposées. Par ailleurs, la nature précise des besoins à satisfaire, liée notamment au réseau existant et à son contexte d'exploitation, ainsi que les procédures en vigueur pour les satisfaire comportent également des aspects complexes propres à chaque organisme ou administration. Ces spécificités et divergences opposent des obstacles non négligeables à l'élargissement de la concurrence et peuvent entraîner, si des précautions ne sont pas prises, d'importantes distorsions dans les conditions de la concurrence tout en compromettant le caractère réciproque de l'ouverture.

Plusieurs domaines peuvent être évoqués à cet égard à titre d'illustration.

L'existence de programmes pluriannuels dans certains Etats n'est pas incompatible avec une ouverture des marchés à la concurrence européenne. Dans ce cas, l'ouverture pourrait se réaliser, par exemple, à l'occasion de la négociation d'un nouveau programme. Toutefois, dans la mesure où



certaines Etats ne connaissent pas ce mode de répartition des commandes, ces programmes peuvent entraîner des distorsions de concurrence et ce, d'autant plus que leur durée serait plus longue et que les industries des autres Etats ne disposeraient pas de chances équitables de participation à l'occasion de leur renouvellement.

La manière dont chaque organisme détermine le prix de ses matériels peut également perturber les conditions de la concurrence. Un industriel occupant sur son marché intérieur une place dominante peut, s'il n'est pas soumis à un contrôle sérieux de ses prix de revient, pratiquer à l'exportation des prix de dumping au détriment d'une industrie nationale soumise, pour sa part, à un tel contrôle.

Des relations et des procédures très complexes, qui ne sont pas toujours transcrites dans des documents, se sont peu à peu instaurées dans les rapports entre les organismes exploitants et leurs fournisseurs habituels. Un fournisseur étranger ne pourra acquérir le capital de crédibilité nécessaire qu'après une période plus ou moins longue d'informations réciproques et d'expérimentation. Pour cette raison, une coopération avec une industrie nationale pourra s'avérer avantageuse en permettant de brûler des étapes.

IV. — Les perspectives qui se dégagent des récentes initiatives communautaires

LES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES RÉCENTES

De nombreux obstacles se dressent donc sur la voie d'une ouverture réciproque de ces marchés à la concurrence communautaire. Les gouvernements ont estimé que l'élimination de ceux de nature technique constituait un préalable à la mise en œuvre de toute procédure commune de consultation. Quant aux autres obstacles, les orientations prises impliquent que leur solution devra être recherchée de façon pragmatique en mettant à profit le caractère progressif que devrait inévitablement revêtir l'ouverture de ces marchés.

En vue d'éliminer les obstacles techniques à la concurrence européenne, un accord s'est dégagé dès la fin de l'année 1974 au sein du groupe des questions économiques sur la nécessité d'engager sans tarder les travaux d'harmonisation. Les administrations des Etats membres compétentes en

matière de télécommunications ont saisi la Commission européenne des Postes et Télécommunications (C.E.P.T.) d'une demande en ce sens. Les attributions et la nature des travaux de cette instance en faisaient l'organisme désigné pour cette mission. Le choix de la C.E.P.T. présentait, en outre, l'avantage d'associer aux travaux d'harmonisation les pays européens non membres de la C.E.E. Des groupes de travail ont été constitués dans le courant de l'année 1975 et un comité de coordination a été chargé d'animer ces activités et d'assurer leur cohérence.

Les matériels de télécommunications ont dû être exclus du champ d'application de la directive adoptée par le Conseil des ministres. La nécessité ayant été reconnue de prévoir des règles de consultation plus souples que celles contenues dans la directive pour les autres fournitures afin de tenir compte des caractéristiques propres au secteur des télécommunications, les délais nécessaires pour la mise au point des dispositions correspondantes auraient retardé l'adoption de la directive. Par ailleurs, l'application d'une telle directive à des organismes de droit privé soulevait des objections juridiques incontestables de la part des Etats concernés. Toutefois, à la demande des autres Etats membres, les Neuf ont pris des engagements quant à l'action à entreprendre pour assurer l'ouverture des marchés de fournitures dans le secteur des télécommunications. Ces engagements se sont concrétisés dans une déclaration du Conseil publiée au J.O.C.E. (1).

Dans cette déclaration, le conseil reconnaît la nécessité de prendre des mesures pour permettre la mise en concurrence de ces marchés sur une base de réciprocité. Il souligne l'importance que revêt, dans cette perspective, l'harmonisation des normes techniques et invite la commission à suivre les travaux entrepris à ce titre au sein de la C.E.P.T. Par ailleurs, la Commission est invitée à proposer au Conseil, dans un délai de deux ans, en s'appuyant sur le résultat de ces travaux, un calendrier pour l'entrée en vigueur progressive des règles communes de mise en concurrence.

Le comité consultatif, composé de représentants des gouvernements, et chargé de suivre l'application des directives pour l'ouverture des marchés des administrations (2), reçoit également compétence pour veiller, auprès de la commission, à la mise en œuvre des orientations contenues dans cette déclaration.

(1) Le texte de cette déclaration figure en annexe du présent article.

(2) Directive 71/305 du 26 juillet 1971 (marchés de travaux), et directive 77/62 du 21 décembre 1976 (marchés de fournitures).

LES PERSPECTIVES D'UNE ACTION COMMUNE

L'amorce, dans les prochaines années, d'une politique concertée de concurrence dans le secteur des télécommunications, dépend des suites concrètes qui seront données aux orientations récemment adoptées par le Conseil. Les gouvernements, les techniciens et la commission vont jouer, à cet égard, un rôle déterminant.

1) Les gouvernements ne seront portés à agir que pour autant qu'ils seront motivés par un intérêt commun et dans la mesure des possibilités que leur offrira leur conjoncture politique. Plusieurs Etats membres importants se sont engagés, au cours d'une période récente, dans une politique de concurrence. Cette donnée constitue déjà un élément positif appréciable.

2) Dès lors qu'ils conditionnent l'ouverture de la majeure partie de ce secteur à la concurrence européenne, les travaux d'harmonisation engagés par la C.E.P.T. doivent pouvoir déboucher, dans des délais raisonnables, sur des solutions réalistes.

Le perfectionnisme constitue le principal écueil qui menace une telle entreprise.

Il peut d'abord se manifester dans l'adoption d'un programme de travail trop extensif. Au regard de l'objectif poursuivi, une harmonisation ne s'impose que pour certains matériels.

Quant à l'harmonisation elle-même, elle peut se concevoir sous une forme plus ou moins poussée. Une approche économique des tâches à entreprendre est indispensable. La solution extrême de la standardisation peut tenter ceux qui ont le souci de maintenir l'homogénéité de leurs équipements afin de simplifier au maximum les conditions d'exploitation. Une telle voie risquerait fort d'être sans issue. Les chances d'aboutir assez rapidement sont, au contraire, bien meilleures avec un objectif plus modeste consistant à n'harmoniser qu'à un niveau minimum d'interfaces, permettant de faire jouer la concurrence après correction éventuelle des surcoûts entraînés par l'installation et le fonctionnement de nouveaux matériels. Cette solution présente, en outre, l'avantage d'être beaucoup plus favorable au progrès technique.

3) Pour l'orientation des travaux d'harmonisation et la recherche de procédures adéquates de consultation, la commission peut jouer un rôle essentiel. Dans un domaine qui se caractérise par

le poids des intérêts industriels en jeu et d'importantes contraintes de gestion, sa mission sera toutefois délicate. Les considérations juridiques doivent nécessairement passer au second plan dans ce secteur où les politiques d'approvisionnement interfèrent avec d'autres politiques qui relèvent exclusivement, en l'état actuel de la construction européenne, de la souveraineté des Etats. C'est dire qu'il ne sera jamais accordé trop d'importance au pragmatisme et au réalisme dans l'esprit qui devra inspirer la recherche des solutions.

ANNEXE

DECLARATION DU CONSEIL
CONCERNANT LES ORGANISMES
CHARGES DANS LES ETATS MEMBRES
DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

(JOCE n° C11 du 15 janvier 1977)

Le Conseil estime nécessaire d'élaborer des mesures destinées à assurer, sur une base de réciprocité, la mise en concurrence au niveau communautaire des marchés de fournitures passés par les organismes chargés dans les Etats membres des services de télécommunications.

Le Conseil estime que l'harmonisation des normes techniques dans le secteur des télécommunications constitue un élément essentiel pour assurer, au niveau communautaire, la concurrence en ce qui concerne la passation de marchés pour l'achat d'équipements en matière de télécommunications.

Le Conseil invite la Commission à suivre attentivement les progrès des travaux d'harmonisation entrepris par la C.E.P.T., à élaborer parallèlement à ces travaux et à lui proposer, dans un délai de deux ans à compter de l'adoption de la directive 77/62/C.E.E., un calendrier prévoyant l'entrée en vigueur des mesures visées au premier alinéa.

Quant à la procédure, les moyens envisagés pourraient comporter des modalités selon lesquelles les organismes acheteurs appliqueraient progressivement :

i) l'adoption de procédures de passation des marchés qui donneront aux fournisseurs une chance équitable d'y participer ;

ii) la communication à la Commission d'une information succincte sur les décisions d'achats prises par eux ;

iii) la participation à des réunions périodiques organisées par la Commission afin d'examiner les progrès réalisés, les difficultés rencontrées, et les moyens à mettre en œuvre pour éliminer les obstacles.

La Commission, assistée du Comité Consultatif pour les marchés publics, veille à la mise en œuvre de la présente déclaration.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. - Nominations

COMITÉ CONSULTATIF DE LA C.E.C.A.

Lors de sa session du 18 janvier 1977, le Conseil a nommé, sur proposition de la Vereniging de Nederlandse Ijzer — en Staalproducerende Industrie, M. J.-D. Hooglandt, Voorzitter van de Raad en Bestuur van Hoogovens Ijmuiden BV, comme membre du **Comité consultatif de la CECA** en remplacement de M. Van Veelen, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 9 juillet 1978.

Le Conseil a également nommé, sur proposition du Gouvernement français, M. J. Laurens, Membre du directoire du Syndicat National du Commerce des Produits Sidérurgiques, comme membre du **Comité consultatif de la CECA** en remplacement de M. Marmasse, membre décédé, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 9 juillet 1978.

BIRMANIE

Le 18 janvier 1977, la Communauté Economique Européenne a donné l'agrément à S.E.M.U. Chit Moun, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République socialiste de l'Union de Birmanie, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté Economique Européenne.

BOTSWANA

Le 18 janvier 1977, les Communautés Européennes ont donné l'agrément à S.E. Madame E.B. Mathe, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement du Botswana, comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la CEE, de la CEEA et de la CECA.

II. - Activités intracommunautaires

ORGANISATION COMMUNE DANS LE SECTEUR DE L'ALCOOL

La Commission des Communautés Européennes a adopté (décembre 1976), une nouvelle proposition relative à une organisation commune des marchés dans le secteur de l'alcool; celle-ci permettra d'établir un régime de production, de prix et d'interventions pour l'alcool éthylique d'origine agricole. Cette proposition remplace celle qui a été soumise par la Commission en 1972. Elle tient compte, entre autres, de la situation nouvelle sur le marché communautaire de l'alcool créée par l'élargissement de la Communauté en 1973, et, notamment, de la diminution de la part relative de l'alcool agricole qui représentait 55 % de la production totale d'alcool dans la Communauté à « Six » et 35 % dans la Communauté à « Neuf ».

L'organisation commune des marchés proposée par la Commission ne régit que l'alcool agricole et les produits qui en sont dérivés. La production de l'alcool

éthylque d'origine agricole est maintenue, par la fixation de quotas de production, dans des limites qui correspondent aux possibilités d'écoulement. Toutefois, pour l'alcool de mélasse qui peut supporter la concurrence de l'alcool de synthèse, une liberté de production est établie mais, en compensation, aucune mesure d'intervention, donc aucune garantie, n'est prévue pour cet alcool. Par contre, une garantie d'écoulement est accordée aux autres alcools agricoles dans la limite des quotas de production affectés à chaque distillerie. Une garantie de prix est également accordée à ces alcools, et dans les mêmes limites quantitatives, grâce à un mécanisme de retrait par les organismes d'intervention. Ces organismes d'intervention n'agissent que sur l'alcool agricole qui n'a pu être commercialisé librement et se chargent alors de la vente de celui-ci.

Pour écouler l'alcool agricole dont la production est ainsi organisée, certains secteurs d'utilisation lui sont réservés : ce sont le secteur de la consommation de bouche, celui de la vinaigrerie et celui de la pharmacie. Le secteur parfumerie-cosmétiques peut provisoirement être réservé dans les Etats membres qui en feraient la demande.

Pour éviter qu'un alcool agricole provenant d'une matière première à bas prix ne chasse les autres des secteurs réservés, tous les alcools destinés à ces secteurs devront être vendus à un certain prix à fixer.

Pour combler les différences entre ce prix de vente et les prix auxquels les alcools sont offerts, il est instauré un mécanisme d'ajustement des prix des différents alcools agricoles selon leur matière première d'origine, l'ajustement se faisant autour d'un prix relativement bas qui correspond à celui de l'alcool de céréales.

En vue de protéger, tant le consommateur que les producteurs, la proposition prévoit l'introduction d'un système de contrôle et de règles relatives à la désignation et à la présentation des produits. En ce qui concerne les échanges avec les pays tiers, il est prévu un régime de prélèvements à l'importation et de restitutions à l'exportation.

Enfin, il est instauré une cotisation, appelée contribution d'intervention, sur toutes les boissons spiritueuses consommées dans la Communauté, ce qui aura pour effet de supprimer tout impact financier d'une telle organisation commune de marché. L'impact de cette cotisation sur les prix à la consommation sera négligeable (moins de 0,04 UC par bouteille).

RAPPORT FINANCIER DU FEOGA 1975

La Commission des Communautés a soumis (novembre 1976) au Conseil des Ministres son cinquième rapport financier concernant le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA) pour l'année 1975. Ce rapport concerne les dépenses découlant de la politique commune des marchés et des prix agricoles, le financement de la politique communautaire d'amélioration des structures agricoles et de la fourniture de produits agricoles au titre de l'aide alimentaire. Une partie du rapport est consacrée aux vérifications et à la constatation et répression d'irrégularités.

I. — SECTION GARANTIE

1) Comparaisons des dépenses et des crédits initiaux

En 1975, les dépenses du FEOGA, Section Garantie, ont été de 9,6 % supérieures aux crédits initiaux :

les dépenses ont atteint 4 727 MUC alors que les crédits initiaux étaient de 4 312 MUC (y compris un report de 331,5 MUC destinés au financement de dépenses qui trouvent leur origine en 1974). Ce dépassement est dû, entre autres, à l'augmentation moyenne de 9,6 % des prix agricoles garantis, augmentation pour laquelle les crédits initiaux ne comprenaient pas de prévisions. Un budget supplémentaire de 200 MUC a, par conséquent, été nécessaire. Parmi les causes du dépassement des crédits initiaux, il faut également souligner les effets des fortes variations monétaires qui se chiffrent à environ 700 MUC, soit à près de 15 % des dépenses totales de la Section Garantie. Cet effort financier comporte des dépenses de l'ordre de 406 MUC (soit 301 MUC de plus que prévus) au titre des montants compensatoires monétaires et d'environ 300 MUC occasionnées par la différence entre les taux de l'unité de compte « agricole » et « budgétaire ». En outre, 415 MUC environ ont été dépensés pour les montants compensatoires « adhésion », montants qui constituent des aides à l'importation de produits agricoles dans les nouveaux Etats membres en provenance des autres pays de la Communauté. Suite à un accroissement de ces importations, et surtout des importations de produits laitiers au Royaume-Uni, les dépenses à ce titre ont été d'environ 166 MUC plus élevées que prévues.

Ces chiffres démontrent le caractère aléatoire des crédits initiaux engendré par la longueur de la période qui s'écoule entre les prévisions et les réalisations. Ceci se trouve confirmé par l'évolution des dépenses pour les différents produits. Un supplément de dépenses d'environ 800 MUC a été constaté pour le sucre, la viande bovine, le tabac et le vin. Ce chiffre a cependant été largement compensé par des économies d'environ 870 MUC réalisées dans les secteurs des céréales, des produits laitiers, des matières grasses, de la viande porcine, des œufs et de la volaille.

Les dépenses supplémentaires pour le secteur du sucre ont surtout été occasionnées par l'introduction de subventions à l'importation (177 MUC) afin d'assurer, à des prix stables, l'approvisionnement des consommateurs dans la Communauté, et notamment au Royaume-Uni, alors que les prix sur le marché mondial subissaient de fortes augmentations. Dans le secteur de la viande-bovine, caractérisé par des excédents persistants et des prix de marché très bas, la nécessité de soutenir les revenus des éleveurs par des achats massifs d'intervention a fait que les crédits de 448 MUC n'ont pas suffi pour couvrir les dépenses de 980 MUC. Les actions d'assainissement du marché du vin (distillation d'environ 15 millions d'hl suite à deux récoltes abondantes consécutives) ainsi que le rattrapage de retards de paiements dans ce secteur et dans celui du tabac ont engendré des dépenses de 368 MUC alors que les crédits initiaux étaient de 270 MUC.

Quant aux économies, celles-ci ont été importantes dans le secteur laitier (403 MUC), ce qui s'explique par une diminution des stocks de beurre. L'accroissement des stocks de poudre de lait ne s'est pas encore reflété dans les dépenses du FEOGA en 1975. Des économies d'environ 300 MUC ont été réalisées dans le secteur des matières grasses et les dépenses pour la viande porcine, les œufs et la volaille ont été d'environ 94 MUC moins élevées que prévues ; enfin, 68 MUC environ ont pu être économisés dans les secteurs des céréales et du riz.

2) Importance des dépenses par secteur

Le secteur laitier reste, avec 24 %, le plus important dans l'ensemble des dépenses. Sa quote-part a



cependant été plus faible en 1975 qu'au cours des années précédentes : environ 40 % en 1973 et en 1974. Le secteur de la viande bovine qui, jusqu'en 1973, occasionnait les dépenses modestes (1973 : 0,45 % des dépenses totales) a pris, en 1975, la deuxième place avec presque 21 %. La quote-part des céréales est restée stable : environ 12 %.

3) Répartition des dépenses par Etat membre

La répartition des dépenses de la Section Garantie par Etat membre montre l'intégration progressive des nouveaux Etats membres dans le fonctionnement de la politique agricole commune. L'évolution a été remarquable en ce qui concerne le Royaume-Uni dont la part relative dans les dépenses de 1975 (17,2 %) a doublé par rapport à 1974 (8,6 %). En montants absolus, l'évolution a été encore plus forte : les dépenses pour le Royaume-Uni en 1975 (815 MUC) ont été plus de trois fois plus élevées que celles de 1974 (268 MUC). Les dépenses pour l'Irlande (245 MUC) ont été de 60 % plus élevées que celles en 1974. La part relative de ce pays a légèrement augmenté : 5,2 % en 1975 contre 4,9 % en 1974. Le Danemark, dont la part relative dans les dépenses a été élevée dès la première année de son adhésion à la Communauté (9 % en 1974) a vu son pourcentage diminuer à 6,6 %; les sommes absolues dépensées pour le Danemark ont cependant à nouveau augmenté et ont atteint 312 MUC (286 en 1974).

4) Evolution des dépenses du FEOGA, Section Garantie

Entre 1971 et 1975, les dépenses de la Section Garantie ont évolué de la manière suivante : 2 604 MUC en 1970, 1 514 MUC en 1971, 2 258 MUC en 1972, 3 815 MUC en 1973, 3 107 MUC en 1974 et 4 727 MUC en 1975. Ces dépenses ont toujours constitué une part relativement faible du Produit Intérieur Brut de la Communauté : 0,55 % en 1970, 0,29 % en 1971, 0,38 % en 1972, 0,46 % en 1973, 0,34 % en 1974 et 0,46 % en 1975. Déduction faite des perceptions agricoles (compréhendant entre autres les recettes sous la forme de prélèvements et la cotisation payée par les producteurs de sucre), la comparaison des dépenses nettes de la Section Garantie montre un pourcentage encore plus faible du PIB : 0,37 % en 1970, 0,15 % en 1971, 0,24 % en 1972, 0,39 % en 1973, 0,30 % en 1974 et 0,39 % en 1975.

II. — SECTION ORIENTATION

1) Actions communes

Les crédits disponibles, soit 325 MUC par an, sont destinés par priorité au financement des actions communes. En 1975 sont intervenues les premières décisions de la Commission relatives au remboursement des aides octroyées par les Etats membres en application des directives de 1972 visant la modernisation de l'agriculture. Les actions dans ce domaine ont été introduites progressivement par les Etats membres et, parfois, avec des retards. Ceci explique le fait que les montants payés en 1975 par le FEOGA à ce titre ont été assez faibles (environ 1,7 MUC) et ne concernent qu'une partie des Etats membres (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni). D'autres actions communes concernent des aides aux organisations des producteurs de houblon (252 000 UC), le développement de la production de viande bovine (25 MUC), l'organisation d'enquêtes statistiques relatives aux plantations d'arbres fruitiers (483 600 UC) et à la struc-

ture des exploitations agricoles (1,5 MUC) et l'octroi des aides à la reconversion dans le secteur de la pêche morutière (7,58 MUC). Au total, les versements du FEOGA, en exécution des actions communes citées ci-dessus, se sont élevés en 1975 à 33,8 MUC, la plus grande partie ayant été consacrée au Royaume-Uni (11,7 MUC), à l'Allemagne (9,8 MUC) et à la France (9 MUC).

2) Projets individuels

Une deuxième catégorie de dépenses de la Section Orientation concerne le concours apporté à des projets individuels d'amélioration des structures agricoles. En 1975, 766 projets ont bénéficié d'un concours total de 235 MUC. Ce concours a porté sur un investissement total d'environ 1 112 MUC, soit un investissement moyen d'environ 1,45 MUC par projet. Le concours moyen par projet s'élève à 306 788 UC. Les décisions prises en 1975 ont porté à 4 764 le nombre de projets qui ont bénéficié depuis 1964 d'une aide de la Section orientation. Ces aides ont atteint un total de 1 263 MUC et ont porté sur un investissement total de 5 794 MUC.

3) Mesures particulières

En 1975, les montants payés pour cette troisième catégorie de mesures se sont élevés à environ 11,5 MUC et concernent, par ordre d'importance, les primes d'arrachage des arbres fruitiers (7,6 MUC), les primes à l'abattage et à la non commercialisation du lait (2,8 MUC), les aides aux groupements de producteurs de fruits et légumes (1 MUC) et les aides aux organisations de producteurs dans le secteur de la pêche (0,3 MUC).

III. — VERIFICATIONS ET IRRÉGULARITÉS

1) Vérifications

En matière de vérifications, la Section Garantie a sensiblement intensifié ses activités, en particulier pour les vérifications sur place dans le cadre des apurements des comptes. L'ensemble des missions sur place ont représenté plus de 270 journées de travail. Ces vérifications ont notamment permis à la Commission d'arrêter définitivement les comptes de 1971 et de 1972 et de refuser à cette occasion des dépenses d'un montant d'environ 52 MUC. Toutefois, trois Etats membres (l'Allemagne, la France et les Pays-Bas) n'ont pas accepté toutes les conclusions de la Commission et ont introduit des recours auprès de la Cour de Justice portant sur un montant d'environ 25 MUC.

Les efforts qui ont porté en 1974 sur la lutte contre les irrégularités commises au détriment du FEOGA ont été poursuivis et intensifiés en 1975. La Commission a présenté au Conseil un rapport détaillé montrant que l'application de ce règlement est désormais satisfaisante. Les communications à transmettre par les Etats membres à la Commission restent toutefois encore à améliorer, conformément aux recommandations de la Mission extraordinaire de Contrôle, notamment afin de combler les lacunes éventuelles de la réglementation communautaire.

2) Irrégularités constatées

En 1975, 139 cas d'irrégularités, représentant 2,3 MUC, ont été constatés pour la Section Garantie. La majorité de ces cas concerne les secteurs des

céréales (67 cas) et de la viande bovine (22 cas). Les autres irrégularités concernent les matières grasses (16 cas), la viande porcine (15), les produits laitiers (7), les volailles (5), les produits transformés (2), les fourrages déshydratés (2), le sucre (1), le vin (1) et les fruits et légumes (1). Une somme de 0,55 MUC a été récupérée, ce qui a permis de régler 60 cas. 79 cas impliquant 1,71 MUC sont en voie de récupération. Depuis 1971, 311 irrégularités ont été découvertes, représentant 17,7 MUC sur un total de dépenses de la Section Garantie de près de 15,4 milliards d'UC, soit 0,11 %. Entretemps, 159 cas ont été réglés et 10,3 MUC ont pu être recouverts. Les 152 cas restants, comprenant 7,4 MUC, sont en voie de récupération.

Quant à la Section Orientation, 100 irrégularités, représentant 382 000 UC ont été constatées. 4 cas ont été réglés et 8 800 UC ont été recouvrées. Pour les années 1971 à 1975, il reste 115 cas (394 022 UC) en suspens sur un total constaté de 278 (880 507 UC). 184 cas (486 481 UC) ont été réglés. Les irrégularités dans cette section concernent notamment les primes à la non-commercialisation de lait et de produits laitiers et les primes de reconversion vers la production de viande bovine.

CONSERVATION DES OISEAUX

La Commission a proposé au Conseil (décembre 1976) une directive instaurant un régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage sur le territoire des Etats membres. Ce régime comprend des mesures de protection des oiseaux et de leurs habitants ainsi que l'interdiction du commerce sauf pour un petit nombre d'espèces de gibier. Des mesures de protection spéciale de l'habitat sont en outre prévues pour les espèces rares ainsi que pour les espèces migratrices.

1) Pourquoi une meilleure conservation des oiseaux

La destruction et la disparition des oiseaux dans la Communauté se poursuivent à un rythme malheureusement soutenu. Les causes en sont dues tant au prélèvement sur les espèces elles-mêmes par le biais de la chasse et de la capture par toutes sortes de pièges y compris des filets et des glus, qui sont si meurtriers, qu'à des conditions d'habitats qui ne permettent plus la survie et la reproduction de ces espèces.

C'est ainsi qu'aujourd'hui soixante espèces d'oiseaux environ sont menacées d'extinction.

On sait, par ailleurs que moins d'un tiers des espèces observées régulièrement sur le territoire européen des Etats membres présentent un taux de reproduction normal. Quant à la chasse, elle continue d'exercer un tribut élevé sur les oiseaux alors que la capture au filet et à la glu, fait de véritables ravages sur les petits oiseaux, notamment les oiseaux chanteurs lors de leurs déplacements migratoires. Ces faits, pour n'avoir pas la même importance dans tous les Etats membres rendent la situation alarmante du fait que la plupart des oiseaux observés sur le territoire des Etats membres appartiennent à des espèces migratrices. Dès lors, les restrictions qui sont imposées dans tel Etat membre ont toutes les chances d'être inopérantes sur le sort des espèces concernées si ces mesures ne sont pas harmonisées au niveau du territoire de la Communauté.

La réduction du nombre d'espèces ainsi que l'abaissement de leur niveau de population constituent une menace sérieuse vis-à-vis de la conservation du milieu

naturel ; en raison du risque de déplacement ou de rupture des équilibres biologiques auxquels participent ces espèces. Les répercussions, en chine, que ce type d'évolution entraîne sont difficiles à prévoir de façon précise et sont difficiles à combattre durablement de façon satisfaisante. Une des conséquences déjà observées réside dans l'affaiblissement ou la suppression de mécanismes biologiques régulateurs. Ceci entraîne par voie de conséquences un recours plus massif aux moyens de lutte artificiels « par voie chimique » contre certains parasites, tels que les insectes et les rongeurs, recours qui peut avoir des effets secondaires graves non seulement sur les espèces de la vie sauvage autre que celles visées dans la lutte anti-parasitaire mais aussi sur la santé de l'homme.

Aussi en raison des répercussions écologiques mais également d'ordre économique de cette situation le premier programme d'action des Communautés européennes de novembre 1973 en matière d'environnement prévoyait que des actions seraient entreprises pour assurer la protection des oiseaux notamment par la voie d'une harmonisation des législations.

La conservation des oiseaux inquiète de plus en plus l'opinion publique. Depuis 1972, la Commission a reçu plus de 50 000 signatures pour demander l'élaboration de mesures communautaires. Agissant dans le même sens, le Parlement européen a fait pression de façon répétée auprès de la Commission.

2) Les mesures proposées

La directive concerne la conservation des oiseaux et traite de la protection et de la gestion et pour certaines espèces leur utilisation. Son objectif est le maintien de la population des espèces d'oiseaux à un niveau compatible avec les exigences écologiques, scientifiques, récréationnelles et économiques. Elle s'applique à toutes les espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage, sur le territoire des Etats membres. Compte tenu des informations sur la situation de quelque 400 espèces d'oiseaux observés régulièrement sur le territoire européen des Etats membres ainsi que des principales causes qui agissent sur le niveau de population des espèces d'oiseaux à savoir : destruction et capture par l'homme, la destruction et la pollution de leurs habitats, raréfaction et contamination de leur nourriture, il est proposé au terme de la directive, un régime général de protection comprenant :

- l'interdiction de tuer et de capturer les oiseaux ;
- la protection des habitats ;
- la limitation stricte du commerce.

Des mesures de protection renforcée de l'habitat sont prévues pour les espèces rares ou menacées d'extinction ainsi que pour les espèces migratrices.

Des exceptions au régime général sont prévues pour un nombre limité d'espèces qui peuvent être chassées ainsi que pour certaines espèces qui dans la situation actuelle entraînent périodiquement des dégâts, à certaines activités économiques.

La directive prévoit l'interdiction des mesures de capture et de destruction massives et non sélectives.

Enfin, dans certaines conditions et sous réserve de l'accord de la Commission, les Etats membres peuvent, dans un nombre limité de cas, déroger aux dispositions de la directive.

La mise en application de la directive s'accompagne d'une part de la mise en œuvre au niveau des Etats membres de travaux permettant d'obtenir les informations régulières sur la situation des espèces d'oiseaux.



3) L'état actuel des législations nationales

Au terme des législations nationales en vigueur, qu'elles procèdent de lois sur la protection de la nature ou de lois sur la chasse, les oiseaux font formellement l'objet d'un régime général de protection dans sept Etats membres. Il est à noter que la France et l'Italie qui n'ont pas de dispositions de ce type sont en train de préparer les mesures qui vont dans ce sens. Le principe des réglementations relatives aux oiseaux qui prévalent actuellement se résume de la façon suivante : toutes les espèces d'oiseaux sont protégées sauf un certain nombre d'exceptions régies par des dispositions particulières. Celles-ci concernent en premier lieu les espèces considérées comme gibier qui peuvent être chassées et auxquelles s'appliquent les réglementations de la chasse. Des exceptions sont également établies pour certaines espèces considérées comme nuisibles. Lorsque cette distinction n'est pas opérée, des dérogations aux régimes de protection sont autorisées pour prévenir les dommages aux activités économiques, agriculture notamment.

EGALITÉ DU TRAITEMENT ENTRE HOMMES ET FEMMES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

La Commission a transmis au Conseil (décembre 1976), un projet de directive prévoyant la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale. Il compléterait une directive antérieure, adoptée par le Conseil le 9 février 1976, qui applique le principe de l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail.

Lors de l'approbation de la directive précitée, le Conseil est convenu qu'il adopterait ultérieurement, sur proposition de la Commission, des dispositions visant à assurer la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale. Dans l'intervalle, la Commission a procédé à une étude des différences existant actuellement entre les hommes et les femmes dans le domaine de la sécurité sociale. De nombreuses différences de traitement ont été relevées à la fois dans les régimes publics (c'est-à-dire les régimes légaux) et dans les régimes résultant d'accords professionnels. Dans un grand nombre de cas, ces différences jouent nettement au désavantage des femmes ; dans d'autres cas, en revanche, elles sont motivées par la prise en considération de différences constatées dans la position sociale ou économique occupée par les femmes, qui, bien qu'elles perdent de plus en plus de leur importance, ont déjà exercé une grande influence sur la vie de la majorité de la population actuelle.

Catégories couvertes

Le projet de directive s'applique nécessairement aux mêmes catégories de personnes que la directive précédente, c'est-à-dire à toute la population potentiellement active, y compris aux indépendants et aux personnes en quête d'un emploi. C'est la raison pour laquelle les dispositions applicables à la population non active, comme les ménagères par exemple, n'entrent pas dans le champ d'application de la présente directive.

Le domaine de la sécurité sociale est défini comme s'étendant à tous les régimes de protection contre certaines éventualités : chômage, maladie, soins médicaux, vieillesse, invalidité, accidents du travail et

maladies professionnelles. La directive couvre les régimes légaux de sécurité sociale, les régimes professionnels et l'assistance sociale dans la mesure où celle-ci se réfère aux éventualités retenues.

Dans ce domaine, toute discrimination fondée sur le sexe doit être supprimée, qu'il s'agisse des conditions d'octroi des prestations, de leur taux, de leur durée, etc. La directive n'a pas pour but d'éliminer d'emblée toutes les différences de traitement entre les hommes et les femmes, mais plutôt d'engager une première étape dans la mise en œuvre du principe. Au cours de cette première étape, les Etats membres auront la faculté d'exclure du champ d'application de la directive certains domaines dans lesquels les dispositions pourraient donner à penser qu'elles favorisent les femmes.

1. La fixation de l'âge de la retraite pour l'octroi des pensions de vieillesse et de retraite ;

2. la prise en compte de périodes d'emploi pour le calcul de la pension ou à d'autres fins (par exemple, dans certains Etats membres, une certaine période d'inactivité des femmes après la naissance d'un enfant est assimilée à une période d'emploi pour le calcul des droits à pension) ; l'acquisition de droits à la suite d'un arrêt de travail (il s'agit de permettre aux femmes réintégrant leur emploi après une maternité ou après la période de soins aux jeunes enfants d'acquiescer le droit aux prestations sans remplir les conditions habituelles de contribution ou d'affiliation) ;

3. l'acquisition de droits à prestation du fait de l'affiliation du conjoint.

Dans les secteurs où des différences de traitement sont pour l'instant admises, la directive prévoit que ces différences seront suivies et modifiées dès que les conditions économiques et sociales qui les ont inspirées ne seront plus valables. Les résultats de cette expérience seront pris en considération lors de l'adoption de mesures communautaires ultérieures.

Trois étapes dans la mise en œuvre

La réalisation de la présente directive est prévue en trois étapes.

1) Pour les régimes légaux de sécurité sociale, la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement se fera dans un délai de deux ans à compter de la notification de la directive sauf dans le cas de majorations pour personnes à charge.

2) Pour la partie des régimes légaux qui concerne les majorations pour personnes à charge, il est proposé que la période de mise en œuvre soit étendue à trois ans. Cette période supplémentaire est jugée nécessaire, du fait que c'est le mari qui est traditionnellement considéré comme le « chef de famille » dans certains Etats membres. Dans les pays qui connaissent des prestations majorées en fonction des responsabilités familiales, il est donc généralement beaucoup plus facile pour un homme que pour une femme d'avoir droit à ces majorations.

3) Enfin, une période de quatre ans a été admise pour l'application de la directive aux régimes professionnels. Il s'agit de donner aux nombreux régimes existants le temps d'effectuer les modifications juridiques et administratives nécessaires, qui impliquent, comme il se doit, de nouvelles consultations entre les partenaires sociaux.

PROTECTION SANITAIRE DES TRAVAILLEURS EXPOSÉS AU CHLORURE DE VINYLE MONOMÈRE

La Commission a transmis au Conseil (novembre 1976), une proposition de directive visant à renforcer la protection des travailleurs face aux risques que repré-

sente le chlorure de vinyle monomère employé dans l'industrie des matières plastiques. La substance de base des matières plastiques est le chlorure de vinyle monomère (CVM), gaz toxique pouvant donner lieu à une pathologie à caractères multiples. La directive proposée fait partie du programme d'action en matière d'environnement des Communautés européennes, qui prévoit notamment l'amélioration de l'environnement du travail. La proposition s'inscrit également dans le cadre des orientations pour un programme communautaire concernant la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu de travail, approuvées par la Commission en avril 1975.

Les industries des matières plastiques dans la Communauté ont évidemment déjà adopté de nombreuses mesures en vue de limiter les risques qu'entraînent pour les travailleurs la production et la manipulation du CVM et de ses polymères (CVP). En dépit de ces mesures préventives, la Commission estime qu'il est indispensable d'intensifier les efforts au niveau national pour protéger les travailleurs exposés aux effets de ces produits toxiques.

La proposition de directive a pour objet d'harmoniser et d'améliorer les dispositions législatives réglementaires et administratives en vigueur dans les Etats membres en fonction des connaissances scientifiques les plus récentes.

Résultats de recherches récentes

Depuis l'utilisation à grande échelle du chlorure de vinyle vers les années 1930, on sait que cette substance gazeuse a un effet narcotique, même si seuls quelques cas d'intoxications aiguës sont connus. Jusqu'en 1966, la toxicité chronique du produit était considérée comme faible, mais depuis cette date, un nombre sans cesse croissant de publications a paru, faisant état d'effets nocifs pour la santé par l'exposition au CVM.

Au stade actuel des connaissances, une surexposition au CVM peut provoquer des affectations de la peau, des troubles circulatoires des mains et des pieds, une altération du tissu osseux de la main en particulier, des affectations du foie et de la rate. Avant de rédiger la proposition de directive, les services de la Commission ont eu des discussions approfondies avec des experts professionnels et des experts gouvernementaux, ainsi qu'avec des représentants d'organisations syndicales et patronales.

La directive a pour objet de renforcer la protection des travailleurs en déterminant :

- des valeurs limites pour la concentration de CVM dans l'atmosphère de la zone de travail ;
- des techniques de mesure et des dispositions de contrôle nécessaire à cet effet, ainsi que d'autres dispositions préventives ;
- des lignes directrices en matière de surveillance médicale.

Il est également prévu d'instituer un comité pour réviser la directive au moins tous les deux ans en fonction de l'évolution des connaissances techniques et des connaissances en matière de médecine du travail. Le comité serait composé de représentants des Etats membres et serait présidé par un représentant de la Commission.

• Travailleurs concernés

La fabrication du chlorure de vinyle monomère (CVM) et du polymère de chlorure de vinyle (CVP) est une branche essentielle de l'industrie des matières plastiques dans la Communauté. En 1975, près de 29 sociétés chi-

miques dans les Etats membres ont produit 5 millions de tonnes de chlorure de vinyle dans 26 usines différentes et 4,5 millions de tonnes de polymère dans 35 usines. Parmi le personnel occupé dans ces installations chimiques, environ 10 000 personnes sont exposées au CVM. La transformation de cette matière en produits semi-finis et finis s'effectue dans quelque 5 700 entreprises occupant près de 350 000 travailleurs.

Protection de la population en général

En 1974, la Commission a proposé une directive en vue de limiter la commercialisation de certaines substances et préparations dangereuses de manière à protéger les travailleurs et la population en général contre les risques que représente l'utilisation de certains produits chimiques. En 1975, la Commission a modifié sa proposition initiale pour y inclure une disposition interdisant l'usage du chlorure de vinyle monomère dans les aérosols. La directive a été approuvée le 27 juillet 1976.

HARMONISATION DES MESURES DE LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

La Commission a transmis (novembre 1976) au Conseil une proposition de directive visant à harmoniser les législations des Etats membres concernant la lutte contre l'emploi illégal. Cette proposition de directive comprend des mesures destinées à :

- informer les immigrants éventuels sur les législations et réglementations nationales applicables ;
- assurer un contrôle approprié de l'immigration aux frontières des Etats membres et sur les lieux de travail ;
- infliger des sanctions à toute personne qui organise sciemment des activités ayant pour but l'immigration ou l'emploi illégaux, ou qui participe sciemment à leur organisation ;
- atténuer le préjudice subi par le travailleur migrant illégal de bonne foi en lui garantissant un droit de recours contre toute décision d'expulsion ;
- renforcer la collaboration entre les Etats membres.

Les ressortissants des Etats membres de la Communauté ne sont pas couverts par cette directive. Le traité de Rome garantit en effet leur libre circulation dans la Communauté.

Nécessité de cette harmonisation

Bien qu'il soit impossible d'obtenir des statistiques précises sur l'importance de l'immigration et de l'emploi illégaux, le nombre de personnes concernées représente, selon l'Organisation internationale du travail, pour les principaux pays d'accueil en Europe, 10 % de l'ensemble des travailleurs migrants en situation régulière. Dans les Etats membres de la Communauté, il y a, selon les estimations, quelque 600 000 travailleurs migrants illégaux (à l'exclusion de leurs familles), soit un dixième des travailleurs migrants en situation régulière.

Etant donné qu'ils courent constamment le risque d'être découverts et expulsés, les travailleurs migrants clandestins sont particulièrement exposés à l'exploitation et à l'intimidation. L'activité des « trafiquants de main-d'œuvre » et de certaines agences de placement opérant par delà les frontières nationales, la rigueur des pressions économiques qui poussent les travailleurs à émigrer et la liberté de circulation dont jouissent les touristes dans la Communauté, tout contribue à donner au problème ses dimensions actuelles.

Dans son programme d'action en faveur des travailleurs migrants (COM (74) 2250, décembre 1974), la Commission a consacré un chapitre à ce problème, en



concluant que « si aucun frein n'était mis au développement de ces mouvements illégaux, les efforts entrepris en vue d'améliorer la situation sociale des autres travailleurs migrants risqueraient fort de se révéler vains ». La Commission estime que, parallèlement aux actions entreprises ou envisagées dans d'autres organisations internationales dont les Etats membres font partie, et notamment au sein de l'Organisation internationale du travail et du Conseil de l'Europe, il est du devoir de la Communauté d'apporter son concours à l'adoption des mesures de nature à résoudre le problème de l'emploi illégal de main-d'œuvre étrangère sur le territoire des Etats membres.

Dans sa résolution du 9 février 1976 concernant un programme d'action en faveur des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, le Conseil a indiqué que l'action devait viser :

- la collaboration entre les Etats membres dans la lutte contre l'immigration clandestine ;
- l'adoption des sanctions appropriées ;
- l'exécution des obligations des employeurs et la sauvegarde des droits des travailleurs afférents au travail accompli.

La présente proposition de directive tient compte de ces orientations fondamentales ainsi que des observations formulées par le Parlement européen, le Comité économique et social et le Comité permanent de l'emploi.

Fondements juridiques

L'article 100 du traité de Rome, concernant le rapprochement des dispositions législatives ou réglementaires des Etats membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché commun, fournit la base juridique d'une action communautaire en vue de mettre en œuvre la résolution du Conseil relative à l'immigration clandestine. La proposition de directive vise, par conséquent, à harmoniser les législations nationales, afin d'assurer que l'emploi illégal de main-d'œuvre extracommunautaire ne compromette pas la réalisation de l'un des objectifs fondamentaux de la Communauté en entravant l'amélioration constante des conditions de vie et de travail.

Sanctions et droit de recours

Selon la proposition de directive, il est indispensable de prévoir des sanctions sévères à titre préventif. Cependant, eu égard aux différences importantes entre les dispositions pénales des Etats membres, la directive ne propose pas d'harmoniser les sanctions, mais d'adopter des sanctions pouvant aller, dans les cas graves, jusqu'à l'emprisonnement.

Selon la Commission, les mesures visant à réprimer l'emploi illégal devraient tenir compte de leurs conséquences sociales et humaines éventuelles pour le travailleur migrant illégal incriminé, notamment si sa bonne foi peut être établie, c'est-à-dire, s'il est convaincu d'avoir agi selon la loi. Dans des cas de ce genre, la directive propose que le travailleur migrant illégal ne supporte pas le coût de son rapatriement et qu'il puisse introduire un recours contre la décision constatant l'emploi illégal ou la décision d'expulsion.

IMPLANTATION DE CENTRALES ELECTRIQUES

La Commission a adopté (décembre 1976) une communication au Conseil relative aux actions communautaires en matière d'implantation de centrales électriques. Ce document est accompagné d'un projet de résolution du Conseil concernant la concertation au niveau com-

munautaire en matière d'implantation de centrales électriques, et d'une proposition de règlement du Conseil concernant l'instauration d'une procédure de consultation communautaire pour les centrales électriques susceptibles d'affecter le territoire d'un autre Etat membre.

Le problème de l'implantation des centrales électriques est l'un des plus importants à résoudre pour assurer au cours des prochaines décennies la couverture des besoins en énergie électrique dans tous les pays de la Communauté.

Le choix des sites est déterminé par une quantité croissante de paramètres économiques, techniques, de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire. D'ici l'an 2000, la Communauté devra disposer de 135 nouveaux sites.

La sélection et l'approbation des sites pour centrales électriques relèvent de la compétence des Etats membres. Il leur appartient d'inclure la programmation des sites pour centrales électriques dans leurs plans d'aménagement du territoire et leurs politiques de protection de l'environnement.

Il est nécessaire que les Etats membres se concertent de manière régulière à ce propos, et notamment au sujet des régions frontalières. La Commission propose de créer au niveau de la Communauté un organe de concertation sur les problèmes soulevés par l'implantation des centrales électriques.

Par ailleurs, la Commission propose d'instaurer pour les centrales frontalières, classiques et nucléaires, ainsi que pour les centrales susceptibles d'affecter le territoire d'un autre Etat membre une procédure similaire à celle prévue par l'article 37 du Traité Euratom sur les rejets radio-actifs. Les Etats membres fourniraient à la Commission les données générales relatives aux projets d'implantation et concernant les effets tels que nuages et brouillard causés par les tours de refroidissement, rejets thermiques dans les eaux côtières, etc...

La Commission, assistée d'un groupe d'experts, examinerait ces données et rendrait un avis.

La Commission, dans des annexes au document, dresse un tableau de ses diverses actions en matière d'implantation de centrales électriques, fournit une évaluation du nombre de sites pour centrales nucléaires d'ici l'an 2000, et donne quelques exemples illustrant l'interdépendance de la programmation des centrales électriques, des plans d'aménagement du territoire et des politiques de protection de l'environnement.

ENQUÊTE DE CONJONCTURE HARMONISÉE AUPRÈS DES CONSOMMATEURS EUROPÉENS

Les résultats de la dernière enquête de conjoncture auprès des consommateurs, effectuée en octobre 1976, indiquent que dans presque tous les pays membres participant à l'enquête la confiance a subi un certain recul par rapport aux résultats de l'enquête de mai. En général, ce fléchissement, moins évident en R.F. d'Allemagne que dans les autres pays, touche surtout les perspectives des ménages sur le déroulement futur de l'activité économique. Il est très probable que le ralentissement de la reprise même, constaté au troisième trimestre, ait influencé les opinions et les jugements des consommateurs. Pour l'ensemble des pays de la CEE, l'index de confiance des consommateurs (mai 1974 = 100) est passé de 107,1 en mai à 101,7 en octobre 1976, mais il dépassait encore le niveau d'octobre 1975, qui était de 99,2. (L'index de confiance des consommateurs est construit en prenant la moyenne arithmétique des soldes pondérés (4, 3, 2, 1, 0, 2) des 5 questions suivantes :

situation économique générale **passée et future**, situation financière **passée et future** des ménages et la question sur l'opportunité de faire des achats). Une détérioration du climat économique résulte aussi de la dernière enquête auprès des chefs d'entreprise.

Par rapport à mai plus de ménages au Danemark, en France et surtout au Royaume-Uni estiment que **depuis un an, la situation économique de leur pays s'est dégradée**. En Irlande, aux Pays-Bas et en Belgique les résultats d'octobre s'avèrent légèrement moins pessimistes. En R.F. d'Allemagne, seul pays où le nombre de personnes « optimistes » dépasse celui des « pessimistes », nettement moins de ménages qu'en mai pensent que la situation économique s'est détériorée. Quant aux **perspectives économiques** des ménages pour les **12 prochains mois**, on peut tracer le tableau suivant : dans tous les pays membres plus de ménages qu'en mai estiment que la situation économique générale deviendra moins bonne. En R.F. d'Allemagne les voix positives l'emportent néanmoins encore sur les voix négatives (le solde des réponses positives et négatives s'établit à + 10,7 contre + 19,7 en mai). La dégradation de confiance la plus forte a eu lieu au Royaume-Uni où le même solde est passé de + 21 en mai à - 27,2 en octobre. Cette incertitude des consommateurs se manifeste d'ailleurs également dans le pourcentage des « ne sait pas » qui a augmenté dans bon nombre de pays.

Les perspectives des ménages sur le déroulement de l'activité économique ont des répercussions sur leurs **perspectives en matière de chômage**. La corrélation entre ces deux variables est relativement grande. En conséquence, le nombre des ménages estimant que le chômage diminuera dans les 12 prochains mois est fortement réduit dans la plupart des pays. Cependant, un mouvement inverse s'est effectué en R.F. d'Allemagne où le nombre des consommateurs qui estiment que le chômage diminuera a augmenté en octobre. En Italie, l'attitude n'a guère changé.

Il ressort des résultats que les divergences en matière de **prix** entre les différents pays membres restent grandes. En R.F. d'Allemagne où la lutte contre l'inflation s'est avérée relativement positive, peu de consommateurs trouvent que, depuis un an, les prix ont beaucoup augmenté. Dans les autres pays, une grande majorité des ménages estime que les prix ont beaucoup augmenté. A Danemark, en France et au Royaume-Uni cette catégorie de réponse est en croissance par rapport à mai. En ce qui concerne les perspectives, on remarque qu'une accélération de la hausse des prix est attendue au Danemark, en Irlande, en Italie et surtout au Royaume-Uni. En R.F. d'Allemagne et aux Pays-Bas la situation n'a guère changé par rapport en mai. En France et en Belgique les ménages croient plus qu'en mai à une décélération de la hausse des prix.

En matière de **revenus**, les résultats indiquent que les consommateurs européens n'ont pas progressé en pouvoir d'achat par rapport à l'année dernière et ne s'attendent pas à une amélioration nette dans les 12 prochains mois. Seuls les consommateurs allemands sont plus nombreux à penser qu'en mai que leur situation financière s'est améliorée. Dans les autres pays, on constate une stagnation ou une détérioration. Au Danemark, l'optimisme dans ce domaine a diminué. Les perspectives ne sont guère meilleures : perspectives améliorées aux Pays-Bas, stationnaires en R.F. d'Allemagne, de dégradation dans les autres pays. Il faudrait néanmoins retenir qu'au Danemark, en R.F. d'Allemagne et en France, le nombre de ceux qui s'attendent à une amélioration dépasse celui des ménages s'attendant à une détérioration de leur situation financière.

Malgré les perspectives économiques générales relativement pessimistes, dans tous les pays sauf l'Italie, les ménages restent relativement favorables à la **consommation**. Certains changements se sont néanmoins produits par rapport au mois de mai. Au Danemark et en France, les perspectives financières moins positives se sont traduites par une attitude moins favorable en ce qui concerne l'opportunité de faire des achats. En Italie, les ménages sont légèrement plus réticents envers la consommation que précédemment, mais un peu moins réticents envers l'**épargne**. En R.F. d'Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique l'attitude des consommateurs en matière de consommation n'a guère changé. Par contre, les perspectives d'épargne ont tendance à prendre une place plus importante qu'en mai. Au Royaume-Uni et surtout en Irlande les consommateurs ont une attitude plus favorable qu'en mai en matière de consommation.

En résumé, il ressort des résultats de l'enquête effectuée en octobre qu'en général la confiance des consommateurs a fléchi ; les perspectives économiques sont moins bonnes, le chômage ainsi que la hausse des prix restent un souci important pour les ménages européens, sauf pour les ménages allemands, et les perspectives financières sont peu favorables.

A cette occasion, la Commission publie également un tableau sur le taux d'équipement des ménages en biens durables.

LES AGENTS COMMERCIAUX

La Commission a transmis au Conseil (décembre 1976) une proposition de directive de coordination des droits des Etats membres concernant les agents commerciaux. Il s'agit d'intermédiaires indépendants — il y en a actuellement environ 800 000 dans la Communauté — qui ont pour activité de négocier des opérations commerciales au nom et pour le compte d'une autre personne, dénommé commettant.

L'importance de cette proposition résulte du fait que les agents commerciaux jouent un rôle non négligeable dans l'interpénétration des marchés. Par exemple, ils peuvent avoir dans un Etat membre la représentation d'un produit fabriqué dans un autre Etat membre. La proposition complète une directive du Conseil du 25 février 1964 sur la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités d'intermédiaires du commerce, de l'industrie et de l'artisanat. A cet effet, elle tend à rapprocher les dispositions qui réglementent les rapports entre l'agent commercial et le commettant. Grâce à ce rapprochement seront éliminées les disparités juridiques qui constituent autant d'entraves à l'exercice de la profession à l'intérieur de la Communauté. La proposition de directive traite principalement de la conclusion et de la fin du contrat entre l'agent commercial et le commettant ainsi que de leurs droits et obligations.

Cette harmonisation contribue également à égaliser les conditions de concurrence. En outre, elle s'efforce de réaliser le progrès social en assurant dans tous les Etats membres un certain niveau de protection juridique des agents commerciaux indépendants. Dans bien des cas, en effet, ceux-ci se trouvent en état d'infériorité économique vis-à-vis du commettant. A titre d'exemple, on peut citer les règles concernant la situation de l'agent en cas de faillite du commettant.

En conclusion, il est permis d'espérer que cette proposition de directive, qui forme un ensemble équilibré de règles couvrant l'essentiel des rapports entre les agents commerciaux et leurs commettants, pourra comp-



ter comme un instrument utile au développement du commerce intracommunautaire et du progrès social.

Une directive ultérieure harmonisera le statut des représentants de commerce salariés, qui soulève des problèmes différents relatifs au droit du travail.

FRANCHISES DANS LE TRAFIC INTERNATIONAL DES VOYAGEURS

Le régime des franchises fiscales intra-communautaires accordées aux particuliers a, depuis son instauration en 1969, subi une certaine détérioration qui résulte à la fois des hausses continues des prix et des fluctuations des taux de change. D'une part, en effet, les hausses de prix tendent à réduire progressivement le montant réel des franchises communautaires et, donc, la portée de celles-ci. D'autre part, la situation monétaire actuelle de la Communauté empêche qu'il y ait équivalence entre les montants des franchises exprimés dans les diverses monnaies nationales. Outre qu'elle est source de double imposition (ou de non-imposition), cette situation risque de faire apparaître comme discriminatoire dans les faits l'application des règles communautaires dans ce domaine.

La Commission propose (décembre 1976) par conséquent de porter le montant de la franchise, fixée depuis 1972 à 125 UC, à 200 UC. De plus, la Commission propose d'adopter un mécanisme permettant de maintenir la valeur réelle des franchises communautaires. Ce mécanisme consiste en l'adaptation annuelle des franchises exprimées en UCE, selon la variation de l'indice des prix à la consommation privée sur le territoire économique de l'ensemble de la Communauté. Cet indice, résultat de la moyenne pondérée de l'indice des neuf Etats membres, est publié chaque année par l'Office statistique des Communautés européennes.

VOITURES AUTOMOBILES

Au cours du second semestre de 1976, les services de la Commission ont réalisé de nouveaux progrès dans l'harmonisation des législations nationales, en vue d'éliminer les entraves techniques aux échanges intracommunautaires et d'assurer la libre circulation des marchandises.

En 1976, la priorité a été donnée aux voitures automobiles. Dans le cadre de la directive de 1970 sur la réception des véhicules, 28 directives harmonisant leurs caractéristiques techniques ont déjà été adoptées. Elles couvrent de nombreux sujets, comme les dispositifs de freinage et d'éclairage, les ceintures de sécurité, les nuisances sonores et la pollution par les gaz d'échappement, en vue d'assurer la libre commercialisation de ces produits, ce qui élargira le choix des consommateurs, tout en améliorant la sécurité et la protection de l'environnement. Dans le paquet de 18 directives approuvées par le Conseil en juin 1976, sept concernaient les véhicules à moteur. Les onze dernières propositions qui compléteront le mécanisme communautaire de réception des véhicules ont été transmises au Conseil en novembre et décembre 1976.

Modification de la directive du 6-2-1970 concernant la réception

L'expérience acquise depuis sa mise en application a permis d'apporter certaines modifications à la directive initiale. Celle-ci est en vigueur depuis 1971 dans les Etats membres d'origine et depuis 1973 dans les nouveaux Etats membres. Les modifications concernent à la fois la partie juridique et la partie technique.

La directive modifiée prévoit qu'un Etat membre doit, lors d'une demande de réception, s'assurer que le constructeur qui demande la réception est équipé de façon adéquate pour procéder au contrôle du produit considéré. On s'est en effet rendu compte que les anciennes dispositions limitant à des sondages la surveillance de la conformité de la production n'étaient pas adaptées. Les nouvelles dispositions permettront d'accroître la sécurité du consommateur. On a en outre fait en sorte que les fabricants de certains équipements puissent soumettre ceux-ci à la réception sans qu'ils soient nécessairement montés sur un véhicule. Les fabricants concernés ne seront donc plus obligés de présenter la demande par l'intermédiaire du constructeur.

Parmi les modifications à la partie technique, il faut citer l'adjonction d'un paragraphe sur la consommation de réception des véhicules à moteur, comme l'avait de carburant, qui sera ainsi intégrée à la procédure préconisée le Conseil dans sa recommandation de mai 1976 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie consommée par les véhicules routiers. Certaines adjonctions à la fiche de réception ont également fait l'objet de dispositions obligatoires dans des directives ultérieures du Conseil, notamment en ce qui concerne les feux-brouillard arrière.

Dispositifs de dégivrage et de désembuage — Essuie-glace et lave-glace

Ces propositions, qui tiennent compte des derniers développements intervenus dans le domaine considéré, remplacent une proposition transmise en 1968. Elles visent à garantir une bonne visibilité en conditions atmosphériques défavorables et à améliorer la sécurité de conduite. Les travaux accomplis dans ce domaine par d'autres organisations internationales ont été pris en considération, afin de permettre aux constructeurs de la Communauté de commercialiser également dans les pays tiers les véhicules conformes aux prescriptions.

Aménagement Intérieur : Identification des commandes, témoins et Indicateurs — Chauffage de l'habitacle

La proposition concernant l'identification des commandes prévoit l'adoption de symboles communs pour signaler, conformément aux critères internationaux, certains phénomènes survenant au cours du déplacement des véhicules à moteur, comme par exemple une défaillance du système de freinage. La situation sera ainsi plus claire pour les usagers. Quant à la proposition concernant le chauffage de l'habitacle (4), elle vise à assurer la sécurité et le confort des occupants.

Feux-brouillard arrière — Feux de marche arrière — Feux de stationnement

Etant donné que les prescriptions concernant l'installation de ces feux figurent déjà dans la directive du Conseil du 27 juillet 1976, les propositions nouvelles portent sur les conditions techniques de construction et d'essai. Les feux qui satisfont aux exigences indiquées en annexe aux directives et qui ont reçu la marque CEE peuvent être mis librement sur le marché dans la Communauté. La procédure comporte en outre un système d'information réciproque sur toute délivrance, refus, retrait ou extension de la marque CEE.

Recouvrement des roues — Pneumatiques

La proposition concernant le recouvrement des roues vise à protéger les usagers autres que les occupants contre les éventuelles projections de pierres, de boue, d'eau, etc.

La seconde proposition couvre aussi bien la construction et les essais des pneumatiques que leur montage. Elle concerne les pneumatiques de première monte et de rechange, à l'exclusion des pneumatiques à clous ou rechapés. Une procédure commune pour la délivrance d'une marque CEE est instituée et les essais peuvent être effectués auprès des laboratoires du fabricant sous la responsabilité de ce dernier. Des contrôles sur place peuvent cependant être faits. A titre de précaution, il est en outre prévu qu'un Etat membre peut prendre des mesures appropriées lorsqu'un pneumatique conforme aux prescriptions de la directive semble néanmoins présenter un danger. Un système d'information réciproque est également prévu.

Poids et dimensions

Cette proposition définit les dimensions maximales admissibles pour la longueur, la largeur et la hauteur des véhicules à moteur de la catégorie M¹ (voitures particulières et autres véhicules destinés au transport de personnes et ne dépassant pas neuf places). Elle comporte en outre des prescriptions relatives à la détermination du poids maximal en charge techniquement admissible et à la répartition de ce poids entre les essieux du véhicule de façon à assurer une maniabilité suffisante de celui-ci, même dans les conditions de charge les plus défavorables. Deux délais différents sont prévus, l'un pour l'adoption et la publication par les Etats membres des mesures prises pour se conformer à la directive, l'autre pour sa mise en application proprement dite.

Pollution de l'air par les moteurs à allumage commandé

Un autre développement important intervenu dans le secteur des véhicules à moteur a été l'adoption par la Commission, le 30 novembre 1976, d'une directive portant adaptation au progrès technique d'une directive de 1970 concernant la pollution de l'air par les gaz provenant des moteurs à allumage commandé. A côté des limites déjà imposées dans la directive initiale pour les émissions de monoxyde de carbone et d'hydrocarbures non brûlés, la nouvelle directive fixe également des limites pour les émissions d'oxydes d'azote. De cette façon, il sera désormais possible de mener une politique cohérente vis-à-vis des trois polluants.

Taximètres

En vue de protéger le consommateur, il existe dans tous les Etats membres des dispositions légales concernant les taximètres, mais elles présentent des différences non seulement quant aux prescriptions relatives à la construction, aux matériaux, aux dispositifs indicateurs et aux inscriptions, mais aussi quant à la précision et aux méthodes de contrôle métrologique. Le Conseil a adopté une directive à ce sujet le 21 décembre 1976.

Etant donné que le réglage définitif d'un taximètre ne peut avoir lieu qu'après son installation sur le véhicule, les dispositions de la directive relatives aux conditions de réception et de délivrance des marques et symboles CEE doivent être appliquées en deux phases. A l'issue de la première phase, qui consiste à contrôler le bon fonctionnement et les qualités métrologiques du taximètre, celui-ci reçoit la marque de vérification primitive CEE, laquelle lui permet d'avoir accès à l'ensemble du marché communautaire. Les autorités compétentes des Etats membres doivent ensuite contrôler que l'installation sur le véhicule a été faite correctement et effectuer les réglages définitifs. La solution retenue pour cette directive est celle de l'harmonisation optionnelle.

Perspectives pour 1977

On peut raisonnablement espérer que les dernières directives concernant les véhicules à moteur seront adoptées au cours du premier semestre de 1977, ce qui complètera le mécanisme de réception CEE dans ce secteur très important. Compte tenu des efforts renouvelés de la Commission en vue d'assurer la pleine application de ces directives par les Etats membres, la politique communautaire dans ce domaine entre maintenant dans une phase nouvelle. La base solide que constituent des normes harmonisées presque en totalité dans de nombreux secteurs permettra bientôt à la Communauté d'élaborer dès le départ ses propres dispositions, ce qui se traduira par des économies et une plus grande facilité d'application.

LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR PAR LES VÉHICULES A MOTEUR

La Commission vient d'accomplir un nouveau pas en avant dans le domaine de la réduction de la pollution de l'air par les véhicules à moteur en adoptant (décembre 1976) une directive établissant les limites admissibles relatives aux émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par les véhicules à moteur. La directive adapte au progrès technique des directives antérieures du Conseil limitant les émissions de monoxyde de carbone et d'hydrocarbures imbrûlés.

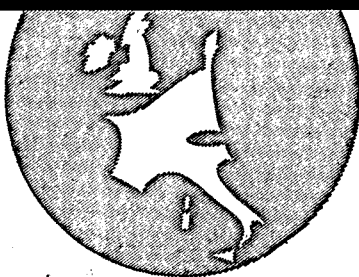
Adaptation au progrès technique

Comme pour toutes les directives concernant le rapprochement des législations des Etats membres qui ont pour objet d'éliminer les entraves techniques aux échanges, les services de la Commission restent en contact permanent avec tous les milieux informés et intéressés afin de constater la façon dont les directives en vigueur sont appliquées, quels sont leurs efforts et quels sont les nouveaux problèmes auxquels la Commission devra consacrer son attention de manière à assurer la libre circulation des marchandises et à protéger la santé publique et l'environnement.

En l'occurrence, les contacts qu'ils ont eus avec les autorités responsables de la réception nationale, chargées de l'application des directives relatives au monoxyde de carbone et aux hydrocarbures, ont montré aux services de la Commission que si l'émission de ces deux substances toxiques avait diminué à la suite de l'entrée en vigueur de ces directives, les caractéristiques de combustion des moteurs conventionnels sont telles que cette diminution s'est généralement accompagnée d'une augmentation des émissions NO_x.

Figurer l'émission globale d'oxydes d'azote aux niveaux actuels

Une déclaration du Conseil de novembre 1973 sur le programme d'action des Communautés en matière d'environnement prévoyait que la directive de 1970 serait étendue à d'autres polluants. Une étude effectuée en 1974 auprès des principaux fabricants européens a fait apparaître que les progrès dans la technologie des moteurs permettent maintenant de fixer des limites aux émissions de NO_x. Le rapport sur la session « Pollution de l'air » du Symposium automobile européen organisé par la Commission en décembre 1975 a recommandé d'inclure en priorité les contraintes normatives concernant les émissions d'oxydes d'azote dans les dispositions de la directive 70/220/CEE de manière à figurer l'émission globale d'oxydes d'azote à leurs niveaux actuels.



Les services de la Commission, qui étaient habilités par la directive de 1970 à adopter de nouvelles directives adaptant la directive de 1970 au progrès technique, ont créé les groupes de travail nécessaires et les limites admissibles de NO_x ont été établies d'un commun accord. Ces limites sont maintenant ajoutées aux limites admissibles de monoxyde de carbone et d'hydrocarbures inbrûlés fixées par la directive de 1970 et, à compter du 1^{er} octobre 1977, la réception CEE ne pourra plus être accordée pour les véhicules à moteur dont les émissions de NO_x sont supérieures aux limites fixées par la directive.

Un premier pas

La décision de la Commission est inspirée par l'idée qu'il convient d'établir une base pour la réduction coordonnée ultérieure des, trois principaux polluants émis par les véhicules à moteur. Cette adaptation de la directive de 1970 peut donc être considérée comme le premier pas vers la réduction coordonnée de ces polluants qui se poursuivra dès que tous les éléments nécessaires seront disponibles, notamment les résultats des travaux qui ont déjà commencé au sein de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies à Genève.

III. - Relations extérieures

ACCORDS COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES/ÉGYPTE

L'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République arabe d'Egypte, ainsi que l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la République arabe d'Egypte ont été signés le 18 janvier 1977 à Bruxelles.

La signature de ces Accords a eu lieu au cours d'une cérémonie conjointe avec les plénipotentiaires du Royaume Hachémite de Jordanie et de la République Arabe Syrienne avec lesquels des Accords de même nature ont été signés.

L'Accord commercial préférentiel de 1972 entre la Communauté économique européenne et la République arabe d'Egypte contenait une disposition prévoyant expressément que cet Accord serait suivi d'un « nouvel accord sur des bases élargies ». L'Accord de coopération signé ce jour constitue ce nouvel accord.

Le nouvel Accord entre la Communauté et la République arabe d'Egypte a pour objectif la réalisation d'une coopération en vue de contribuer au développement économique et social de la République arabe d'Egypte et de favoriser le renforcement des relations entre les deux Parties. A cet effet, l'Accord prévoit la mise en œuvre de dispositions et d'actions dans le domaine de la coopération économique, financière et technique ainsi que dans celui des échanges commerciaux.

Par ailleurs, dans l'Accord — d'une durée indéterminée — une clause de réexamen général est prévue (le premier examen devant intervenir en 1979).

Les dispositions essentielles concernant les deux volets de l'Accord peuvent être résumées comme suit :

Coopération économique, technique et financière

L'objectif de cette coopération est de contribuer au développement de la République arabe d'Egypte par un effort complémentaire de ceux accomplis par ce pays et de renforcer les liens économiques existant sur des bases aussi larges que possible et au bénéfice mutuel des Parties. Dans cet esprit, cette coopération aura pour but de favoriser notamment :

- une participation de la Communauté aux efforts entrepris par la RAE pour développer la production et l'infrastructure de son économie ;
- la commercialisation et la promotion des ventes des produits exportés par ce pays ;
- une coopération industrielle (contacts entre responsables des politiques industrielles, facilités pour l'acquisition à des conditions favorables de brevets, etc.) ;
- la participation des opérateurs de la Communauté aux programmes de recherche, de production et de transformation des ressources de la RAE et à toutes activités ayant pour effet de valoriser sur place ces ressources ;
- une coopération dans le domaine scientifique, technologique et de protection de l'environnement ;
- une coopération dans le secteur de la pêche ;
- un encouragement des investissements privés répondant à un intérêt mutuel des Parties ;
- une information réciproque sur la situation économique et financière.

Il est prévu que le Conseil de coopération, qui définira périodiquement l'orientation générale de la coopération, recherche les méthodes et les moyens de la mise en œuvre des objectifs de coopération.

En outre, il est indiqué que les Parties contractantes pourront déterminer d'autres domaines d'application de la coopération.

Aux termes de l'Accord, les parties contractantes s'engagent également à faciliter la bonne exécution des contrats de coopération et d'investissement répondant à leur intérêt mutuel et se situant dans le cadre de l'Accord.

Un protocole financier est conclu pour une période expirant le 31 octobre 1981.

Au titre de ce protocole, un montant global de 170 mio d'UC européennes sera mis à la disposition de la RAE : ce montant se répartit de la façon suivante : prêts BEI 93 mio d'UC européennes, donne 63 mio d'UC européennes et prêts spéciaux 14 mio d'UC européennes.

- Ces montants seront utilisés pour le financement :
- de projets d'investissement dans le domaine de la production et de l'infrastructure économique de la RAE ;
 - de la coopération technique, préparatoire ou complémentaire aux projets d'investissement élaborés par ce pays ; d'actions de coopération technique dans le domaine de la formation ;
 - bonification d'intérêt.

Coopération commerciale

Dans le domaine commercial, l'objectif de l'Accord est de promouvoir les échanges entre les parties en tenant compte de leur niveau de développement respectif et de la nécessité d'assurer un meilleur équilibre dans leurs échanges commerciaux en vue d'accélérer le rythme de croissance du commerce de la RAE et d'améliorer les conditions d'accès de ces produits au marché de la Communauté.

a) **Produits Industriels** de la RAE à l'importation dans la Communauté : la quasi-totalité de ces produits bénéficiera de la franchise tarifaire totale, à partir du 1^{er}

juillet 1977, et de l'absence de restrictions quantitatives.

Toutefois, les importations de la Communauté de certains produits textiles originaires de la RAE continueront à être régies, sur le plan quantitatif, par les dispositions de l'accord multifibres.

Par ailleurs, un régime de surveillance sera établi à l'égard de certains produits originaires de la RAE et considérés comme sensibles dans la Communauté. En particulier, des plafonds annuels (au-delà desquels les droits de douane pays tiers peuvent être rétablis) sont prévus pour les produits pétroliers raffinés (450 000 tonnes), pour les engrais phosphatés (35 000 tonnes — position 31.03 du TDC), pour les fils de coton (7 000 tonnes — position 55.05 du TDC) et pour les autres tissus de coton (3 250 tonnes — position 55.09 du TDC).

Ces plafonds seront majorés, après la première année, et supprimés au plus tard à la fin de 1979.

b) En ce qui concerne les **produits agricoles**, des concessions sont prévues de la part de la Communauté pour une trentaine de produits originaires de la RAE. Les concessions, qui portent essentiellement sur des fruits et légumes frais ou secs (notamment pommes de terre de primeur, oignons et aux, agrumes), consistent essentiellement en réductions tarifaires variables selon les produits et sont assorties dans certains cas, de limites de calendriers. Une mention spéciale doit être faite pour le riz — dont la production intéresse une grande partie de la population de la RAE — et qui continuera à bénéficier d'une concession sous forme d'un avantage économique (sous réserve de l'application par la RAE d'une taxe spéciale à l'exportation, diminution de 25 % du prélèvement dans les limites d'un volume annuel de 32 000 tonnes).

La plupart des concessions constitueront une amélioration par rapport au régime de l'Accord de 1972 étant entendu que les dispositions de la politique agricole commune restent d'application.

Dispositions générales et finales

Dans ces dispositions, sont notamment prévus :

- un système de clauses de sauvegarde ;
- les pouvoirs de l'organe de gestion de l'Accord (Conseil de coopération) ;
- une clause de réexamen général de l'Accord ;
- des dispositions concernant les pratiques de dumping et de non discrimination.

L'Accord de coopération et l'Accord OCEA entreront en vigueur après l'accomplissement des procédures de ratification nécessaires à cette entrée en vigueur en RAE et dans les Etats membres de la Communauté.

Pour permettre la mise en vigueur par anticipation des dispositions commerciales de l'accord de coopération, ce même jour, a été signé un accord intérimaire qui entrera en vigueur dans les meilleurs délais.

ACCORDS COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES/JORDANIE

L'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le Royaume Hachémite de Jordanie, ainsi que l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et le Royaume Hachémite de Jordanie, ont été signés le 18 janvier 1977 à Bruxelles.

La signature de ces Accords a eu lieu au cours d'une cérémonie conjointe avec les plénipotentiaires de la République arabe d'Egypte et de la République arabe

Syrienne avec lesquels des Accords de même nature ont été signés.

L'Accord entre la Communauté et le Royaume Hachémite de Jordanie a pour objectif la réalisation d'une coopération en vue de contribuer au développement économique et social du Royaume Hachémite de Jordanie et de favoriser le renforcement des relations entre les deux Parties. A cet effet, l'Accord prévoit la mise en œuvre de dispositions et d'actions dans le domaine de la coopération économique, financière et technique ainsi que dans celui des échanges commerciaux.

Par ailleurs, dans l'Accord — d'une durée indéterminée — une clause de réexamen général est prévue (le premier examen devant intervenir en 1979).

Les dispositions essentielles concernant les deux volets de l'Accord peuvent être résumées comme suit :

Coopération économique, technique et financière

L'objectif de cette coopération est de contribuer au développement du Royaume Hachémite de Jordanie par un effort complémentaire de ceux accomplis par ce pays et de renforcer les liens économiques existant sur des bases aussi larges que possible et au bénéfice mutuel des Parties. Dans cet esprit, cette coopération aura pour but de favoriser notamment :

- une participation de la Communauté aux efforts entrepris par la Jordanie pour développer la production et l'infrastructure de son économie ;
- la commercialisation et la promotion des ventes des produits exportés par ce pays ;
- une coopération industrielle (contacts entre responsables des politiques industrielles, facilités pour l'acquisition à des conditions favorables de brevets, etc.) ;
- la participation des opérateurs de la Communauté à des programmes de recherche, de production et de transformation des ressources de la Jordanie et à toutes activités ayant pour effet de valoriser sur place ces ressources ;
- une coopération dans le domaine scientifique, technologique et de protection de l'environnement ;
- une coopération dans le secteur de la pêche ;
- un encouragement des investissements privés répondant à un intérêt mutuel des Parties ;
- une information réciproque sur la situation économique et financière.

Il est prévu que le Conseil de coopération, qui définira périodiquement l'orientation générale de la coopération, recherche les méthodes et les moyens de la mise en œuvre des objectifs de coopération.

En outre, il est indiqué que les Parties contractantes pourront déterminer d'autres domaines d'application de la coopération.

Aux termes de l'Accord, les parties contractantes s'engagent également à faciliter la bonne exécution des contrats de coopération et d'investissement répondant à leur intérêt mutuel et se situant dans le cadre de l'Accord.

Un protocole financier est conclu pour une période expirant le 31 octobre 1981.

Au titre de ce protocole, un montant global de 40 mio d'UC européennes sera mis à la disposition de la Jordanie : ce montant se répartit de la façon suivante : prêts BEI 18 mio d'UC européennes, dons 18 mio d'UC européennes et prêts spéciaux 4 mio d'UC européennes.

Ces montants seront utilisés pour le financement :

- de projets d'investissement dans le domaine de la production et de l'infrastructure économique de la Jordanie ;



- de la coopération technique, préparatoire ou complémentaire aux projets d'investissement élaborés par ce pays ; d'actions de coopération technique dans le domaine de la formation ;
- bonification d'intérêt.

Coopération commerciale

Dans le domaine commercial, l'objectif de l'Accord est de promouvoir les échanges entre les parties en tenant compte de leur niveau de développement respectif et de la nécessité d'assurer un meilleur équilibre dans leurs échanges commerciaux en vue d'accélérer le rythme de croissance du commerce de la Jordanie et d'améliorer les conditions d'accès de ses produits au marché de la Communauté.

a) **Produits Industriels** de la Jordanie à l'importation dans la Communauté : la quasi-totalité de ces produits bénéficiera de la franchise tarifaire totale, à partir du 1^{er} juillet 1977, et de l'absence de restrictions quantitatives.

Toutefois, un régime de surveillance sera établi à l'égard de certains produits originaires de la Jordanie et considérés comme sensibles dans la Communauté. En particulier un plafond annuel (au-delà duquel le droit de douane pays tiers peut être rétabli) est prévu pour les autres tissus de coton (100 tonnes — position 55.09 du TDC).

Ce plafond sera majoré, après la première année, et supprimé au plus tard à la fin de 1979.

b) En ce qui concerne les **produits agricoles**, des concessions sont prévues de la part de la Communauté pour un certain nombre de produits originaires de la Jordanie. Les concessions, qui portent essentiellement sur des fruits et légumes frais ou secs (notamment oignons et aulx, agrumes, piments et poivrons doux) consistent essentiellement en réductions tarifaires variables selon les produits et sont assorties dans certains cas de limites d'un calendrier.

Il est par ailleurs entendu que les dispositions de la politique agricole commune seront d'application.

Dispositions générales et finales

Dans ces dispositions, sont notamment prévus :

- un système de clauses de sauvegarde ;
- les pouvoirs de l'organe de gestion de l'Accord (Conseil de coopération) ;
- une clause de réexamen général de l'Accord ;
- des dispositions concernant les pratiques de dumping et de non discrimination.

L'Accord de coopération et l'Accord CEEA entreront en vigueur après l'accomplissement des procédures de ratification nécessaires à cette entrée en vigueur en Jordanie et dans les Etats membres de la Communauté.

Pour permettre la mise en vigueur par anticipation des dispositions commerciales de l'accord de coopération, ce même jour, a été signé un accord intérimaire qui entrera en vigueur dans les meilleurs délais.

ACCORDS COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES/SYRIE

L'Accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République arabe Syrienne, ainsi que l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la République arabe Syrienne, ont été signés le 18 janvier 1977 à Bruxelles.

La signature de ces Accords a eu lieu au cours d'une cérémonie conjointe avec les plénipotentiaires de la République arabe d'Egypte et du Royaume Hachémite de Jordanie et avec lesquels des Accords de même nature ont été signés.

L'Accord entre la Communauté et la République arabe Syrienne a pour objectif la réalisation d'une coopération en vue de contribuer au développement économique et social de la République arabe Syrienne et de favoriser le renforcement des relations entre les deux Parties. A cet effet, l'Accord prévoit la mise en œuvre de dispositions et d'actions dans le domaine de la coopération économique, financière et technique ainsi que dans celui des échanges commerciaux.

Par ailleurs, dans l'Accord — d'une durée indéterminée — une clause de réexamen général est prévue (le premier examen devant intervenir en 1979).

Les dispositions essentielles concernant les deux volets de l'Accord peuvent être résumées comme suit :

Coopération économique, technique et financière

L'objectif de cette coopération est de contribuer au développement de la République arabe Syrienne par un effort complémentaire de ceux accomplis par ce pays et de renforcer les liens économiques existant sur des bases aussi larges que possible, et au bénéfice mutuel des Parties. Dans cet esprit, cette coopération aura pour but de favoriser notamment :

- une participation de la Communauté aux efforts entrepris par la Syrie pour développer la production et l'infrastructure de son économie ;
- la commercialisation et la promotion des ventes des produits exportés par ce pays ;
- une coopération industrielle (contacts entre responsables des politiques industrielles, facilités pour l'acquisition à des conditions favorables de brevets etc.) ;
- la participation des opérateurs de la Communauté aux programmes de recherche, de production et de transformation des ressources de la Syrie et à toutes activités ayant pour effet de valoriser sur place ces ressources ;
- une coopération dans le domaine scientifique, technologique et de protection de l'environnement ;
- une coopération dans le secteur de la pêche ;
- un encouragement des investissements privés répondant à un intérêt mutuel Parties ;
- une information réciproque sur la situation économique et financière.

Il est prévu que le Conseil de coopération, qui définira périodiquement l'orientation générale de la coopération, recherche les méthodes et les moyens de la mise en œuvre des objectifs de coopération.

En outre, il est indiqué que les Parties contractantes pourront déterminer d'autres domaines d'application de la coopération.

Aux termes de l'Accord, les parties contractantes s'engagent également à faciliter la bonne exécution des contrats de coopération et d'investissement répondant à leur intérêt mutuel et se situant dans le cadre de l'Accord.

Un protocole financier est conclu pour une période expirant le 31 octobre 1981.

Au titre de ce protocole, un montant global de 60 mio d'UC européennes sera mis à la disposition de la Syrie : ce montant se répartit de la façon suivante : prêts BEI 34 mio d'UC européennes, dons 19 mio d'UC européennes et prêts spéciaux 7 mio d'UC européennes.

Ces montants seront utilisés pour le financement :

- de projets d'investissement dans le domaine de la production et de l'infrastructure économique de la Syrie ;
- de la coopération technique, préparatoire ou complémentaire aux projets d'investissement élaborés par ce pays ; d'actions de coopération technique dans le domaine de la formation ;
- bonification d'intérêt.

Coopération commerciale

Dans le domaine commercial, l'objectif de l'Accord est de promouvoir les échanges entre les parties en tenant compte de leur niveau de développement respectif et de la nécessité d'assurer un meilleur équilibre dans leurs échanges commerciaux en vue d'accélérer le rythme de croissance du commerce de la Syrie, et d'améliorer les conditions d'accès de ses produits au marché de la Communauté.

a) **Produits industriels** de la Syrie à l'importation dans la Communauté : la quasi-totalité de ces produits bénéficiera de la franchise tarifaire totale, à partir du 1^{er} juillet 1977 et de l'absence de restrictions quantitatives.

Toutefois, un régime de surveillance sera établi à l'égard de certains produits originaires de la Syrie et considérés comme sensibles dans la Communauté. En particulier, des plafonds annuels (au-delà desquels les droits de douane pays tiers peuvent être rétablis) sont prévus pour les produits pétroliers raffinés (175 000 tonnes) et pour les autres tissus de coton (500 tonnes — position 55.09 du TDC).

Ces plafonds seront majorés, après la première année, et supprimés au plus tard à la fin de 1979.

b) En ce qui concerne les **produits agricoles**, des concessions sont prévues de la part de la Communauté pour un certain nombre de produits originaires de la Syrie. Les concessions, qui portent essentiellement sur des fruits et légumes frais ou secs (notamment oignons et aulx, abricots séchés, certaines graines à semer, certaines plantes médicinales), consistent essentiellement en réductions tarifaires variables selon les produits et, sont assorties, dans certains cas, de limites de calendriers.

Il est par ailleurs entendu que les dispositions de la politique agricole commune seront d'application.

Dispositions générales et finales

Dans ces dispositions, sont notamment prévus :

- un système de clauses de sauvegarde ;
- les pouvoirs de l'organe de gestion de l'Accord (conseil de coopération) ;
- une clause de réexamen général de l'Accord ;
- des dispositions concernant les pratiques de dumping et de non discrimination.

L'Accord de coopération et l'Accord CECA entreront en vigueur après l'accomplissement des procédures de ratification nécessaires à cette entrée en vigueur en Syrie et dans les Etats membres de la Communauté.

Pour permettre la mise en vigueur par anticipation des dispositions commerciales de l'accord de coopération, ce même jour, a été signé un accord intérimaire qui entrera en vigueur dans les meilleurs délais.

integración latinoamericana

Revista mensual del INTAL, tiene por objeto constituir la expresión del pensamiento del INTAL, además de recoger en forma sistemática otros aportes a la comprensión de los procesos de integración y cooperación regional latinoamericana. También es una fuente de información sobre estos temas. La nueva publicación abarca todas las facetas que presentan los procesos anteriormente mencionados, incluyendo sus aspectos económicos, políticos, jurídicos, sociales e históricos. Se publica once veces al año.

Año 1, n° 9, diciembre 1976

Editorial

Balance de un año de integración y cooperación

Estudios

Integración económica y nivel de empleo : notas para una investigación, por Eduardo LIZANO

Los bancos y las empresas conjuntas, por Pablo SALAZAR de HEREDIA

Notas y comentarios

ALIDE : Finanzas para el desarrollo y la integración, reportaje a Ernesto ROHRMOSER

AILA : Asociación de industriales latino-americanos, por INTAL

La Iglesia y el proceso de integración andina, por José Enrique GREÑO VELASCO

Documentación y estadísticas

Comisión del Acuerdo de Cartagena : Acta Final del Vigésimo Período de Sesiones Ordinarias

CMCA : La influencia de la política monetaria y cambiaria sobre la protección arancelaria (Nota técnica conjunta)

Henry KISSINGER : Las Naciones Unidas frente a los problemas mundiales

ALALC y Grupo Andino : exportaciones intrazonales, 1975

MCCA : exportaciones intrazonales, 1975

Información latinoamericana - Información internacional - Actividades del INTAL

Historia latinoamericana - Bibliografía

Suscripción anual : Argentina, \$a 1.000 ; otros países, u\$s 10. Las suscripciones son por año calendario.

Número suelto : Argentina, \$a 150 ; otros países : u\$s 1,50.

El precio incluye los gastos de envío por correo aéreo.

Los interesados deberán remitir cheque o giro (libre de comisiones y gastos bancarios) a la orden del Instituto para la Integración de América Latina, Casilla de Correo 39, Sucursal 1, 1401 Buenos Aires, Argentina.

integración latinoamericana

Revista mensual del INTAL, tiene por objeto constituir la expresión del pensamiento del INTAL, además de recoger en forma sistemática otros aportes a la comprensión de los procesos de integración y cooperación regional latinoamericana. También es una fuente de información sobre estos temas. La nueva publicación abarca todas las facetas que presentan los procesos anteriormente mencionados, incluyendo sus aspectos económicos, políticos, jurídicos, sociales e históricos. Se publica once veces al año.

Año 2, n° 10, enero-febrero 1977

Editorial

La complejidad del proceso de integración

Estudios

Intercambio, poder y lealtad en la integración internacional : nuevas perspectivas sobre teoría y medición, por Philippe SCHMITTER

En torno de una empresa geotérmica centroamericana, por Alfredo del VALLE V.

Notas y comentarios

El Informe Tindemans sobre la Unión Europea, por Georges D. LANDAU

El Informe Tindemans y las instituciones comunitarias europeas, por Carlos HUNNEEUS

Documentación y estadísticas

Comisión del Acuerdo de Cartagena : Acta Final del Vigésimoprimer Período de Sesiones Ordinarias (extractos)

CEPAL : La economía latinoamericana en 1976

James E. CARTER : Mensaje especial al mundo

Comisión Linowitz : Recomendaciones 1976

ALALC : Exportaciones totales e intrazonales, 1970-1976

ALALC : Importaciones totales e intrazonales, 1970-1976

Grupo Andino : Exportaciones totales e intrasubregionales, 1970-1976

Grupo Andino : Importaciones totales e intrasubregionales, 1970-1976

Mercado Común Centroamericano : Exportaciones totales e intrazonales, 1970-1976

Mercado Común Centroamericano : Importaciones totales e intrazonales, 1970-1976

CARICOM : Exportaciones totales e intrazonales, 1970-1976

CARICOM : Importaciones totales e intrazonales, 1970-1976

América Latina : Tasas de cambio normales vigentes para el comercio exterior

OCDE : Flujo neto de recursos hacia los países en desarrollo

OCDE : Asistencia comparada, 1974-1975

Información latinoamericana - Información internacional - Actividades del INTAL

Historia latinoamericana - Bibliografía

Suscripción anual : Argentina, \$a 1.000 ; otros países, u\$s 10. Las suscripciones son por año calendario.

Número suelto : Argentina, \$a 150 ; otros países : u\$s 1,50.

El precio incluye los gastos de envío por correo aéreo.

Los interesados deberán remitir cheque o giro (libre de comisiones y gastos bancarios) a la orden del Instituto para la Integración de América Latina, Casilla de Correo 39, Sucursal 1, 1401 Buenos Aires, Argentina.

DEUX ANS DE CRISE PÉTROLIÈRE

par

François GIHEL

174 pages. Format 13,5 × 21. Prix : 29 F

Ce volume réunit les éditoriaux écrits et parus, au fil des dix-huit derniers mois, dans la Revue de l'Energie, sur le thème à mille facettes de la crise pétrolière, énergétique, économique et même, dit-on parfois, « de civilisation » que nous traversons depuis la guerre du Kippour et ses lendemains.

De cette suite de réflexions sur l'actualité énergétique, jetée un peu au hasard sur le papier, se dégage une façon de « philosophie » de l'événement, forte d'un recul vis-à-vis des intérêts engagés, d'une hauteur voulue pour traiter du quotidien, d'une distance spontanément prise avec les idéologies, les théories, les doctrines, les snobismes, les réactions viscérales... Et en cela peut-être originale. En tout cas fort éloignée des thèses à la mode habituellement diffusées par les « mass-media », davantage portés sur le sensationnel que sur le rationnel, et sur le dramatique que sur le véridique. En bref, une opinion discordante, non-conformiste, face au néo-conformisme de la religion du pire.

Ce qui m'a décidé, pourtant, n'est pas tellement d'avoir dit, et de continuer à dire le contraire de ce qu'avancent la plupart de nos prédicateurs. C'est que — m'y étant risqué — je n'aie pas été exagérément démenti par les faits... J'ai été, je l'avoue, conforté dans mes analyses par nombre de constatations. Pas complètement bien sûr, ni toujours, mais assez pour me suggérer que la direction trouvée par réflexion avait des chances d'être la bonne, je veux dire celle qui permettrait de dominer l'événement au lieu de le subir. Et qu'il valait dès lors peut-être la peine, en effet, de la faire connaître...

Mon parti étant pris, je n'ai pas voulu pour autant infliger au lecteur une simple redite. Il trouvera donc dans ce volume deux choses. D'abord, sans aucune retouche autre que de pure forme, mais dans un ordre logique — l'ordre chronologique étant toutefois rappelé — la reproduction des textes mentionnés plus haut. En second lieu, pour restituer à l'ensemble une homogénéité, une cohérence, un liant qui, certes, étaient dans mon esprit, mais ne ressortaient pas toujours avec une clarté suffisante de la suite ainsi présentée, quelques textes d'introduction ou de commentaire, alternativement informatifs, factuels ou interprétatifs. J'ai apporté le plus grand soin à fournir l'essentiel des données nécessaires à la compréhension du dossier et à les bien séparer de l'interprétation que j'en ai proposée à l'époque ou que j'en propose aujourd'hui (c'est le plus souvent la même)...

François GIHEL

(Extrait de l'Avertissement au lecteur).

ÉDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES

3. rue Soufflot, F 75005 PARIS